



الجمعية المهنية التونسية للبنوك والمؤسسات المالية

Association Professionnelle Tunisienne des
Banques et des Etablissements Financiers

Rapport annuel 2014

Préambule
Le conseil de l'Association
Les membres de l'Association

Chapitre 1 : L'activité économique

- 1- *L'économie internationale*
- 2- *L'économie nationale*
 - 2-1- *La croissance*
 - 2-2- *L'inflation*
 - 2-3- *Les finances publiques*
 - 2-4- *Les paiements extérieurs*
 - 2-5- *La dynamique du taux de change du dinar*
 - 2-6- *Les difficultés récurrentes du secteur bancaire*
 - 2-7- *Le secteur bancaire et le financement de l'économie*
 - 2-8- *Les faits ayant marqué l'activité du secteur bancaire et financier*
 - 2-9- *L'évolution des indicateurs de rentabilité*

Chapitre 2 : L'activité de l'association

- 1- *Les questions d'actualité de la profession*
- 2- *Les travaux des réunions et des comités*
- 3- *Les actions organisées*
- 4- *Les relations avec les pouvoirs publics*

Chapitre 3 : Les ressources humaines du secteur

- 1- *La population des établissements de crédit*
- 2- *La rémunération du personnel*
- 3- *La productivité de travail*

Chapitre 4 : Les tableaux statistiques

PREAMBULE

L'évolution de l'activité mondiale est demeurée globalement stable par rapport à 2013 en affichant le même taux de croissance du PIB réel de 3,4% alors que les services du FMI tablèrent initialement sur une croissance de 3% en 2014. Ce taux a été maintenu grâce à l'effet combiné du dynamisme relatif de la croissance des économies avancées (1,8% contre 1,4%) et une prestation légèrement moins vigoureuse que d'habitude des pays émergents et en développement (4,6% contre 5%). La croissance mondiale se conforte dans la tendance générale observée depuis 2013 en faisant état d'une reprise hétérogène et fragile observée surtout par les principaux pays industrialisés. L'association de divers éléments, principalement, l'accentuation des tensions géopolitiques imputée à la montée des violences dans la région MENA en raison des guerres civiles en Syrie, en Libye et au Yémen ainsi qu'au conflit Ukraine-Russie, le fléchissement de la croissance chinoise et la chute des cours mondiaux du pétrole et de certains produits de base revigorée par la baisse de la demande intérieure et extérieure ont manifestement freiné l'expansion de l'activité à l'échelle internationale.

Abstraction faite d'un environnement international déjà peu propice, l'économie tunisienne a continué d'être fortement affectée par la fragilité de la situation politique observée durant la majeure partie de l'année jusqu'à sa stabilisation par la tenue d'élections législatives et présidentielles en octobre et novembre 2014, mettant ainsi fin à la période de transition politique amorcée en 2011. La propagation du terrorisme, la sensibilité de la situation sécuritaire et les pressions exercées par la société civile à cause des revendications sociopolitiques et la multiplication des grèves ont dominé le paysage tunisien en dépit des efforts déployés pour leur faire face.

L'analyse de la situation économique et financière fait état d'une croissance du PIB réel de 2,3% en 2014 contre 2,4% en 2013. Les déséquilibres extérieurs se sont aggravés à cause notamment du creusement du déficit des transactions courantes (8,8% du PIB contre 8,3% du PIB), l'essoufflement du secteur du tourisme et la dégradation des échanges commerciaux en sont à l'origine. Le climat des affaires reste mis à mal par l'attentisme des investisseurs locaux et étrangers qui aspirent à de meilleurs jours en guettant la promulgation du nouveau code d'investissement, tandis que le taux de chômage demeure élevé. Le dinar tunisien a poursuivi sa dégringole vis-à-vis des principales devises notamment face au dollar américain, les tensions inflationnistes se sont, en revanche, atténuées. Le déficit budgétaire a, certes, affiché des signes d'amélioration par rapport à 2013 grâce à la contraction des dépenses de fonctionnement mais les finances publiques sont toujours en situation difficile comme en témoignent l'envolée de l'endettement et le faible niveau de l'investissement publics.

A l'instar des années précédentes, les besoins des banques en liquidité se sont fortement accrus. L'amplification du commerce parallèle n'a fait qu'accabler la situation et l'économie du pays. Les dépôts de la clientèle⁽¹⁾ ont évolué à un rythme moins élevé que les crédits à la clientèle⁽¹⁾ en 2014, soit 6,9% contre 8,3%, entraînant la détérioration du taux de couverture des crédits par les dépôts⁽¹⁾ de 1,3 point de pourcentage. Le refinancement auprès de la Banque Centrale de Tunisie a encore atteint des sommets cette année. Celle-ci a intensifié ses interventions en faveur d'un apaisement de la situation. La suppression de la réserve obligatoire sur les crédits à la consommation début 2015 a entraîné une détente des besoins en liquidité. Le secteur a continué d'apporter son soutien à l'économie et a maintenu les efforts afin d'accompagner les entreprises et répondre au mieux à leurs besoins en financement. Les concours à l'économie se sont en effet élevés à 62.210 MDT en 2014 contre 56.874 MDT en 2013, en hausse de 9,4%.

La profession a persévéré dans la démarche relative à la conduite des moyens et des mesures à même de garantir sa pérennité et d'assainir ses assises financières dans le souci d'asseoir une gestion solide et équilibrée. L'achèvement de la mission de full audit des trois banques publiques avec succès a été talonné par le lancement de la phase de restructuration, l'une des trois banques a déjà lancé les procédures en vue de sa recapitalisation. Les banques publiques ont procédé au renforcement des règles de bonne gouvernance conformément aux dispositions du décret n°2013-4953 portant application des dispositions de l'article 22 ter de la loi n°89-9 du 1^{er} février 1989 relative aux participations, entreprises et établissements publics aux banques publiques.

Toutes les diligences nécessaires pour améliorer les dispositifs de contrôle interne pour la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme sont en cours de mise en place dans l'objectif d'être en conformité avec la circulaire BCT n°2013-15 et la loi n°2015-26.

La multiplication des efforts visant la maîtrise des risques inhérents à l'activité bancaire a abouti à l'instauration d'un nouveau ratio de liquidité conforme aux normes de bale en matière de risque de liquidité. Elle a en outre permis de réduire l'effort de provisionnement par rapport à 2013, ce qui s'est traduit par une augmentation substantielle de la performance financière des établissements de crédit.

Le résultat net⁽¹⁾ de l'exercice des banques universelles a été, en effet, porté à 556,1 MDT contre 158,4 MDT en 2013. Cette performance s'est bien reflétée dans l'évolution des indicateurs de la rentabilité ROA⁽¹⁾ et le ROE⁽¹⁾ qui ont renoué à leur tour avec la croissance cette année en s'établissant respectivement à 0,8% et 11,5% contre 0,3% et 3,8% un an auparavant. La progression du produit net bancaire⁽¹⁾ a, quant à elle, enregistré une décélération en comparaison avec l'année dernière, soit 9% contre 13,3% en rapport avec celle de la marge d'intérêt.

Les sociétés de leasing ont clôturé l'année sur un résultat net global de 47,1 MDT contre 42,7 MDT et 43,3 MDT respectivement en 2013 et 2012. L'indicateur ROA est resté stable à 1,5% sous l'effet de l'accroissement du total actif de 10,6%. Le ROE a plutôt connu une hausse timide et n'a pas retrouvé son niveau de 2012, soit 9,7% contre 9,1% et 11,3% en 2013 et 2012 à cause de la progression réalisée par les capitaux propres. Par contre, le produit net de leasing a rebondi de 7,8% après avoir accusé une baisse de 2,7% un an plus tôt grâce à la hausse sensible de la marge d'intérêts.

Les sociétés de factoring ont réalisé de bonnes performances dans l'ensemble en affichant un résultat net de 4,6 MDT et un produit net de factoring de 16,5 MDT.

Le secteur a pris à cœur son rôle de banque citoyenne et s'est beaucoup investi pour sauver des établissements scolaires en ruine. Les banques ont initié différentes actions humanitaires pour venir en aide à une population des plus défavorisée.

Les années à venir seront jalonnées par de grands défis à tous les niveaux et particulièrement sur le plan sécuritaire. Malheureusement, les événements de Bardo et de Sousse survenus courant 2015 n'ont pas laissé suffisamment de marge de manœuvre au gouvernement pour regagner la confiance des opérateurs économiques et relancer l'investissement. La Tunisie a plus que jamais besoin de la profession pour l'accompagner dans ce contexte difficile, qui certainement n'hésitera pas à user de tous les moyens à son actif pour préserver les secteurs clés de l'économie et soutenir les transformations profondes, desquelles le pays est appelé à s'en parer.

(1) : sans tenir compte d'Al Baraka BANK

LE CONSEIL DE L'ASSOCIATION

Président : M. Mohamed Habib BEN SAAD, Président Directeur Général de la Banque de Tunisie.

SECTION BANQUES :

Vice Président : M. Jaafar KHATTECHE, Président Directeur Général de la Banque Nationale Agricole.

Membres :

- **M. Hichem SEFFA**, Directeur Général de la Banque Attijari de Tunisie,
- **M. Ahmed RJIBA**, Président Directeur Général de la Banque de l'Habitat,
- **M. Abdelwaheb NECHI**, Président Directeur Général de la Société Tunisienne de Banque,
- **M. Ali KOOLI**, Directeur Général de l'Arab Banking Corporation,
- **M. Mohamed AGREBI**, Directeur Général de la Banque Internationale Arabe de Tunisie,
- **M. Housseine MOUELHI**, Directeur Général de la Banque Tuniso-Koweïtienne.

SECTION ÉTABLISSEMENTS FINANCIERS :

Vice Présidente : Mme. Sonia BELARBI, Directrice Générale de la Modern Leasing.

Membres :

- **M. Mohamed Hechmi DJILANI**, Président Directeur Général d'Hannibal Lease,
- **M. Kamel HABBACHI**, Directeur Général d'Attijari Leasing,
- **M. Imededdine CHERIF**, Président Directeur Général d'Unifactor.

Trésorier – Commissaire aux comptes : Cabinet CMR Audit.

Délégué Général : M. Mouldi OUELHAZI.

LES MEMBRES DE L'ASSOCIATION

1- BANQUES

- AMEN BANK (AB)
- ARAB BANKING CORPORATION (ABC)
- ARAB TUNISIAN BANK (ATB)
- BANQUE ATTIJARI DE TUNISIE (ATTIJARI BANK)
- BANQUE DE FINANCEMENT DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES (BFPME)
- BANQUE DE L'HABITAT (BH)
- BANQUE DE TUNISIE (BT)
- BANQUE DE TUNISIE ET DES EMIRATS (BTE)
- BANQUE FRANCO-TUNISIENNE (BFT)
- BANQUE INTERNATIONALE ARABE DE TUNISIE (BIAT)
- BANQUE NATIONALE AGRICOLE (BNA)
- BANQUE TUNISIENNE DE SOLIDARITÉ (BTS)
- BANQUE TUNISO-KOWEITTIENNE (BTK)
- BANQUE TUNISO-LIBYENNE (BTL)
- BANQUE ZITOUNA
- CITIBANK
- SOCIÉTÉ TUNISIENNE DE BANQUE (STB)
- STUSID BANK

- QATAR NATIONAL BANK (QNB)
- UNION BANCAIRE POUR LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE (UBCI)
- UNION INTERNATIONALE DE BANQUES (UIB)
- AL BARAKA BANK TUNISIA

2- ÉTABLISSEMENTS FINANCIERS

ÉTABLISSEMENTS DE LEASING

- ARAB INTERNATIONAL LEASE (AIL)
- ARAB TUNISIAN LEASE (ATL)
- ATTIJARI LEASING
- BEST LEASE
- COMPAGNIE INTERNATIONALE DE LEASING (CIL)
- EL WIFACK LEASING
- HANNIBAL LEASE
- MODERN LEASING
- TUNISIE LEASING

SOCIÉTÉS DE FACTORING

- TUNISIE FACTORING
- UNIFACTOR

BANQUES D'AFFAIRES

- BANQUE D'AFFAIRES DE TUNISIE (BAT)
- INTERNATIONAL MAGHREB MERCHANT BANK (IMMB)

BANQUES OFFSHORES

- NORTH AFRICA INTERNATIONAL BANK (NAIB)

1- L'ÉCONOMIE INTERNATIONALE :

La reprise de l'économie mondiale a été relativement lente en 2014, notamment dans la zone euro, notre principal partenaire commercial, en raison de ses difficultés structurelles. En conséquence, les principales banques centrales ont maintenu des politiques monétaires accommodantes visant la relance de la croissance, car les mesures anti-déflationnistes entreprises pour le soutien de la demande intérieure n'ont pas encore permis de relancer globalement l'activité économique. C'est dans ce cadre, d'abord, que la Banque Centrale Européenne (BCE), dont le taux d'intérêt directeur (taux de refinancement) a été maintenu inchangé à 0,25%, a envisagé l'option de substituer le dispositif de financement à très long terme (VLTRO), destiné à contenir le risque latent de déflation dans la zone euro, par de nouvelles opérations de prêts ciblées (TLTRO) non adossées à des rachats d'obligations souveraines.

La banque fédérale de réserve (FED) a maintenu aux Etats-Unis le taux des fonds fédéraux inchangé dans la fourchette de 0%-0,1% (forward guidance), et ce en se basant non plus sur la communication d'une date butoir mais sur un ensemble d'indicateurs (taux de chômage supérieur à 6,5%, taux d'inflation prévu à l'horizon de un à deux ans inférieur à 2,5 %, anticipations d'inflation à plus long terme bien ancrées), ainsi que son dispositif de réaménagement à la baisse de son programme d'achat mensuel de 85 milliards de dollars en bons du trésor et titres liés à des créances hypothécaires en le réduisant de 10 milliards de dollars par mois (tapering).

Cette mesure fait suite aux moyens exceptionnels antérieurement engagés pour soutenir la reprise économique, avec l'ancien troisième round d'assouplissement quantitatif (Quantitative Easing - QE3) d'achat mensuel de 40 milliards de dollars de titres de dette hypothécaire, ainsi que le programme d'achat de bons de trésor ayant auparavant relayé l'opération Twist (visant à substituer dans son bilan des obligations de long terme à des titres à court terme), de 45 milliards de dollars par mois.

Dans le même temps, l'économie mondiale a enregistré un repli sans précédent des prix mondiaux des produits de base, et en particulier une chute sans précédent des prix de l'énergie. En outre, les indicateurs de l'économie américaine ont poursuivi leur amélioration, ce qui a eu un impact positif sur l'évolution de la valeur du dollar par rapport aux autres devises, et surtout son appréciation vis-à-vis de l'euro avec le plus faible niveau (euro : 1,1821 dollars) enregistré depuis janvier 2006 (euro : 1,1802 dollars).

2- L'ÉCONOMIE NATIONALE :

2-1- La croissance

Le taux de croissance économique est resté à un niveau relativement faible en 2014, à hauteur de 2,3% en glissement annuel et en prix constants, contre 2,8% initialement prévue et 2,4% en 2013, et ce, en rapport surtout avec la contraction de la production des industries non-manufacturières et la baisse du rythme d'activité dans le secteur des services marchands. De même, les indicateurs d'activité dans le secteur des services ont aussi poursuivi leur fléchissement, notamment le tourisme et le transport aérien. La faible performance de croissance n'a pas permis d'améliorer la dynamique de création d'emplois, avec un taux de chômage demeurant à un niveau de 15% de la population active, dont 30,4% pour les jeunes diplômés.

2-2- L'inflation

La tendance baissière de l'indice des prix à la consommation s'est poursuivie en 2014 portant le taux d'inflation à 5,5% en glissement annuel, contre 6,1% une année auparavant. Cette détente est en relation avec la baisse relative du rythme d'évolution aussi bien des prix libres (6,4% en 2014 contre 7,2% en 2013) que des prix administrés (3,4% en 2014 contre 3,6%). En fait, la détente des tensions inflationnistes est reflétée par la décélération du rythme d'évolution des prix à la consommation depuis le mois de juillet, lorsqu'il atteignit son plus haut niveau de l'année en cours (6%).

2-3- Les finances publiques

L'année budgétaire 2014 s'est caractérisée par la poursuite des pressions sur les finances publiques, en particulier avec la poursuite du gonflement des rémunérations publiques, passant de 10541 MDT en 2013 à 11197 MDT en 2014, et ce en dépit de la rationalisation des charges de compensation qui ont été réduites de 412 MDT en 2014. En revanche, les ressources d'emprunts externes ont augmenté de 254,5 MDT.

ÉQUILIBRES DU BUDGET DE L'ÉTAT

	(EN MILLIONS DE DT)		
	2013	2014	2015 (*)
Ressources propres et dons	19992,5	20354,8	21595,0
Recettes fiscales	16321,8	18580,6	19820,0
Recettes non fiscales	3670,7	1774,2	1775,0
Ressources d'emprunts	5279,3	6892,9	6880,0
<i>(Emprunts internes)</i>	<i>(1843,1)</i>	<i>(3267,4)</i>	<i>(3000,0)</i>
<i>(Emprunts externes)</i>	<i>(3436,2)</i>	<i>(3625,5)</i>	<i>(3880,0)</i>
Ressources de trésorerie	3148,8	43,6	-
Sukuks	-	-	525,0
Total ressources	26420,6	27291,3	29000,0
Dépenses hors principal de la dette	23425,8	23948,6	25575,0
Dépenses de fonctionnement	17446,1	17255,5	17970,0
<i>(Rémunérations publiques et divers)</i>	<i>(9608,0)</i>	<i>(10541,0)</i>	<i>(11197,0)</i>
<i>(Compensation)</i>	<i>(5514,0)</i>	<i>(4154,0)</i>	<i>(3742,0)</i>
<i>(Autres interventions et dépenses imprévues)</i>	<i>(2324,1)</i>	<i>(2560,5)</i>	<i>(3031,0)</i>
Dépenses d'Équipement (Développement)	4394,1	4801,0	5800,0
Intérêts de la dette	1414,1	1512,8	1705,0
Prêts nets du trésor	171,5	379,3	100,0
Amortissement du principal	2994,8	3342,7	3425,0
Total dépenses	26420,6	27291,3	29000,0

Source : Ministère des Finances (2014),

(*) Loi de finances 2015

2-4 - Les paiements extérieurs

L'élargissement du déficit courant s'est aggravé en s'élevant à 7.385 MDT ou l'équivalent de 8,8% du PIB, au cours de toute l'année 2014, contre 6.302 MDT (8,3%) en 2013. Cette évolution est imputable, principalement, à l'aggravation du déficit commercial qui a atteint 13,6 milliards de dinars, sous l'effet de l'accroissement continu des déficits de la balance alimentaire, et surtout de la balance énergétique. En effet, rien qu'au terme des 11 premiers mois de l'année 2014, la balance énergétique a poursuivi sa détérioration pour dégager un déficit de près de 3,4 Milliards de dinars, soit un creusement de plus de 1,2 MDT par rapport à la même période de 2013, contribuant ainsi pour près de 60% du creusement du déficit commercial global.

La détérioration de la balance commerciale énergétique est en lien étroit avec, en premier lieu, la régression de la production nationale des hydrocarbures (11 % pour le pétrole brut et -15% pour le gaz naturel), en second lieu, la poursuite de la baisse de la redevance du gaz au titre du passage du gazoduc transfrontalier algérien (-41%), en troisième lieu, la hausse de la consommation des produits pétroliers de 4% (qui a concerné surtout les carburants routiers) et du gaz naturel de 5,5% (suite à l'accroissement de la production de l'électricité de 7,2%), et enfin, le non-assainissement total du climat social dans le bassin minier, empêchant la confirmation de la reprise de l'activité de production et d'exportation des produits phosphatés.

Malgré ces évolutions, l'indicateur relatif aux avoirs nets en devises est demeuré positif, atteignant le niveau de 13.014 MDT ou l'équivalent de 112 jours d'importation, en date du 29 décembre 2014, contre 107 jours à la même date de l'année dernière, et ce, grâce surtout à la progression soutenue des flux nets d'entrées de capitaux étrangers qui ont dépassé 8.200 MDT. Le maintien d'un niveau appréciable de réserves en devises a aussi été imputable à l'effort de mobilisation d'importants financements extérieurs. D'autre part, les ressources en devises ont poursuivi leur consolidation par l'achèvement en janvier 2015 de l'émission d'un emprunt obligataire, portant sur un montant de 1 milliard de dollars pour une durée de dix ans (2015-2025). Cette dernière sortie de la Tunisie sur le marché financier international a soulevé néanmoins des polémiques relatives au coût de l'émission (5,75%) et son impact sur l'encours de la dette extérieure dont le taux augmenterait de 2,2% du PIB à fin 2015 pour le porter à 53,8% contre 51,6% en 2014.

2-5- La dynamique du taux de change du dinar

Le taux de change du dinar s'est déprécié en 2014 d'une moyenne de 7% par rapport au dollar américain, avec une moyenne de dépréciation de 3,3% au cours des onze premiers mois de 2014 par rapport à la même période de 2013, et de 9,9% au cours des deux derniers mois. En revanche, et par rapport à la fin de l'année précédente, le taux de change du dinar s'est légèrement déprécié de 0,6% contre l'euro mais a affiché globalement une stabilité à une moyenne annuelle de 2,2892. En début de l'année 2015, le dollar a atteint le 10 janvier, un plus haut cours historique contre le dinar tunisien en se traitant à 1.8960 DT, contre une stabilisation de l'euro à 2.2350 DT en raison d'une forte demande provenant des opérateurs bancaires et des entreprises publiques.

Au niveau du secteur de l'énergie, la baisse notable des prix internationaux du pétrole brut (une moyenne de 50\$ le baril à fin 2014 contre 90\$ lors des deux mois précédents et plus de 110 \$ auparavant) a eu des effets notables sur les coûts de compensation en Tunisie. Alors que les autorités ont tablé sur l'hypothèse de 95\$ le baril du pétrole brut lors de l'élaboration de la loi de finances pour l'année 2015, la régression imprévue de son cours à une moyenne de 50\$ à fin 2014 a permis de dégager une économie sur le budget de l'Etat de 45\$ sur le baril qui équivaut à un gain de l'ordre de 2160 MDT (à raison 48 MDT pour un 1\$) selon les estimations du ministère des finances.

Néanmoins, les effets positifs attendus sur les coûts de compensation ont été partiellement neutralisés par l'appréciation du dollar contre le dinar. En effet, au cours des onze premiers mois de 2014, la part de pétrole brut dans la structure des exportations a été plus importante que les importations (65% contre 20%). La régression des prix du baril de pétrole brut a entraîné une perte de 290,5 MDT pour les exportations et 120,9 MDT pour les importations d'où un effet net négatif de 411,4 MDT, du fait de l'effet conjugué de l'augmentation des importations de 12,4% et la baisse des exportations de 11,2%. Parallèlement, durant la même période, l'effet change a amplifié les importations de 216,9 MDT et les exportations de 110,8 MDT d'où un effet net négatif de 106,1 MDT. En d'autres termes, la baisse des prix de pétrole brut sur les marchés internationaux a eu un faible impact sur le déficit de la balance énergétique, et ce en relation avec l'accroissement des quantités importées et la baisse des quantités exportées, d'une part, et la forte dépréciation du dinar face au dollar, d'autre part.

2-6- Les difficultés récurrentes du secteur bancaire

La dernière mise à jour de l'évaluation du risque bancaire effectuée par Standard & Poor's fin septembre 2014 conformément au dispositif BICRA (Banking Industry Country Risk Assessment) dénote d'un score de risque élevé, qui demeure inchangé à 8. L'agence de notation a estimé que les principaux facteurs de fragilisation des banques tunisiennes se situent au niveau des perspectives modérées de croissance, la faible qualité de leurs actifs et l'insuffisance des dépôts. Néanmoins, Fitch Rating a annoncé en janvier 2015 qu'elle réviserait sa perspective pour la Tunisie de négative à stable. Selon cette agence, l'adoption par la Tunisie d'une politique de redressement économique serait la clé d'une révision en mars 2015, de la perspective de la notation "BB-" de négative à stable. Fitch prévoit à cet effet une amélioration des déficits jumeaux de la Tunisie par la poursuite de la politique de consolidation budgétaire (5,6% du PIB en 2014 à 4,9% en 2015). L'assainissement budgétaire va ralentir la croissance, mais la baisse des prix du pétrole, avec des subventions énergétiques moindres, donnera davantage de marge de manœuvre à la Tunisie.

Il n'en demeure pas moins que le rythme des dépôts s'est amélioré (plus de 7% contre 6% à la même période de 2013), suite principalement à la hausse des dépôts à vue. Il en est de même pour les concours à l'économie qui ont connu la même tendance au cours de la même période (plus de 8% contre 5,9% auparavant), en relation notamment avec le redressement des crédits à court et moyen termes.

A l'instar des rapports annuels de 2012 et 2013, l'APTBEF a actualisé en 2014 son macro-stress testing pour évaluer le risque systémique adossé à l'activité bancaire en adoptant un cadre macroprudentiel intégrant la cyclicité macroéconomique en Tunisie et les mesures de réactivité de la politique monétaire. En effet, au-delà du suivi individuel des établissements de crédit à partir d'agrégats microéconomiques sur la qualité des actifs, la rentabilité, la solvabilité, la sensibilité aux risques de marché ou les normes de fonds propres (approche microprudentielle), l'accent doit aussi être porté sur le risque de contagion et l'exposition commune du système bancaire à des chocs macroéconomiques (approche macroprudentielle) affectant en particulier la croissance économique, la volatilité de l'inflation, le taux d'intérêt et le taux de change.

En particulier, outre les problèmes structurels du secteur bancaire, la dégradation de l'environnement économique en 2014 a continué d'exposer le système bancaire tunisien à des risques systémiques particuliers et n'a pas été sans effets sur le Produit Net Bancaire (PNB). Le macro-stress testing développé repose sur les scénarii de croissance observée, d'une part, mais aussi des dernières modulations de politique monétaire opérées par la BCT en matière de taux directeur. Les deux facteurs suivants sont retenus :

✓ F.1 : La révision à la baisse des perspectives de croissance expliquée auparavant, de 3,9% en 2012, 2,4% en 2013 et 2,3% à fin 2014. La contraction réelle de l'activité entraîne une baisse de la consommation privée et de l'investissement ainsi qu'un déséquilibre de la balance commerciale avec, pour conséquence pour les banques, une chute des crédits aux ménages et aux entreprises parallèlement à une hausse des défaillances.

✓ F.2 : La poursuite de l'aplatissement de la courbe des taux d'intérêt en 2014, par suite du relèvement de 25 points de base du taux directeur de la BCT en juin 2014, pour le porter à 4,75%. D'ailleurs, la même tendance a été observée en décembre 2013 à la suite de la hausse de 25 points de base du taux directeur pour le porter à 4,5%.

✓ M.1 : Une combinaison des deux facteurs macroprudentiels.

L'évolution des résultats comparés d'un impact net négatif sur le PNB (en variation) de chocs macroéconomiques est alors donnée dans le tableau suivant :

Chocs mono et multi-facteurs macroéconomiques	Impacts sur le PNB en variation (moyenne en points de pourcentage)	
	2013	2014
F.1	-8,63	-3,57
F.2	+1,25	+1,25
M.1	-7,38	-2,32

Aussi, bien que l'environnement macroéconomique a impacté négativement le Produit Net bancaire (PNB), le secteur bancaire a été plus résilient en 2014 face aux risques de dégradation de la conjoncture économique.

2-7- Le secteur bancaire et le financement de l'économie

Dans un contexte marqué par la persistance des problèmes liés à l'instabilité sociopolitique et à une situation économique difficile tout au long de l'année, les banques ont continué d'apporter leur soutien à l'économie et répondre de leur mieux aux besoins en financement des entreprises et des ménages, parallèlement, l'autorité monétaire a multiplié ses interventions afin de conforter la position du marché en liquidités. Les crédits à l'économie du système financier se sont en effet élevés à 61.407 MDT contre 57.179 MDT en 2013, en hausse de 7,4%.

L'analyse de la structure de financement ventilée par secteur fait dégager les observations ci-après citées :

- La part des crédits accordés aux entreprises plus les professionnels et la part des crédits accordés aux particuliers dans l'encours total des crédits à l'économie se sont élevées respectivement à 71,6% et 28,4% contre 71,8% et 28,4% en 2013.

- Le secteur des services a continué d'accaparer la plus grande part dans les crédits consentis par le système financier aux entreprises et aux professionnels, soit 42,3%, suivi par le secteur de l'industrie avec 25,9% et le secteur de l'agriculture et pêche avec 3,4%.

- L'évolution des crédits aux particuliers a poursuivi sa tendance baissière passant de 10% en 2013 à 7,9% en 2014, imputée principalement à l'effet conjugué de la décélération de la croissance des crédits à la consommation qui est revenue d'une année à l'autre de 9,8% à 8,4% pour se situer à 9.938MDT contre 9.171 MDT en 2013 ainsi que celle des crédits à l'habitat qui se sont établis à 7.486 MDT contre 6.977 MDT, affichant une hausse de 7,3% contre 10,2% un an plus tôt.

VENTILATION PAR CATEGORIE SOCIALE ET PAR SECTEUR DE L'ENCOURS DES CRÉDITS A L'ÉCONOMIE

(en MDT sauf indication contraire)

Désignation	2013	2014	Variations en %		Part en %	
			2013/12	2014/13	2013	2014
A- Crédits aux entreprises & professionnels	41.031	43.983	6,6	7,2	71,8	71,6
Agriculture & pêche^(*)	1.915	2.095	8,1	9,4	3,4	3,4
Court terme	1.084	1.234	11,1	13,8	1,9	2,0
Moyen et long termes	831	861	4,5	3,6	1,5	1,4
Industrie	14.853	15.916	6,4	7,2	26,0	25,9
Court terme	9.151	10.196	9,7	11,4	16,0	16,6
Moyen et long termes	5.702	5.720	1,4	0,3	10,0	9,3
Services	24.263	25.972	6,6	7,0	42,4	42,3
Court terme	11.635	12.615	9,5	8,4	20,3	20,5
Moyen et long termes	12.628	13.357	4,0	5,8	22,1	21,8
B- Crédits aux particuliers	16.148	17.424	10,0	7,9	28,2	28,4
Crédits à la consommation	9.171	9.938	9,8	8,4	16,0	16,2
Court terme	2.069	2.188	6,4	5,8	3,6	3,6
Moyen et long termes	7.102	7.750	10,8	9,1	12,4	12,6
Crédits à l'habitat	6.977	7.486	10,2	7,3	12,2	12,2
Moyen et long termes	6.977	7.486	10,2	7,3	12,2	12,2
Total des Crédits	57.179	61.407	7,5	7,4	100,0	100,0
Court terme	23.939	26.233	9,4	9,6	41,9	42,7
Moyen et long termes	33.240	35.174	6,2	5,8	58,1	57,3

Source : Rapport Annuel de la BCT 2014,

^(*) Il s'agit des crédits consentis directement aux agriculteurs et aux pêcheurs.

- L'encours des crédits à court terme s'est établi à 26.233 MDT en 2014 contre 23.939 MDT, en progression de 9,6%. Cette hausse est due essentiellement à la progression des crédits alloués au secteur de l'agriculture et de la pêche suivi par ceux accordés au secteur de l'industrie, la croissance des crédits à court terme alloués au secteur des services ayant connu une baisse par rapport à l'année dernière.

- A l'instar de l'année précédente, la croissance des crédits à moyen et long termes a connu une légère décélération par rapport à l'année dernière, en s'élevant à 5,8% contre 6,2% en 2013. Cette tendance porte la marque de la stagnation de l'investissement par manque de visibilité à moyen et long termes qui a conduit à un comportement d'attentisme de la part des investisseurs locaux et étrangers.

2-8- Les faits ayant marqué l'activité du secteur bancaire et financier

L'activité du système bancaire a été marquée par :

- La transformation d'Al Baraka Bank en banque universelle à partir de décembre 2013.
- La révision du ratio de liquidité réglementaire : un nouveau ratio de liquidité LCR a été instauré par la circulaire BCT n°2014-14 portant refonte du ratio de liquidité en concertation avec les banques. Ce ratio prend en considération les normes internationales du comité de bale. L'objectif du LCR est de favoriser la résilience du profil de risque de liquidité d'une banque à court terme en s'assurant qu'elle dispose de suffisamment d'actifs de haute qualité non grevés tels que définis par la circulaire n°2014-14 dans l'hypothèse d'une crise de liquidité qui durerait 30 jours calendaires. Ledit ratio mesure le taux de compensation des sorties nettes de trésorerie par les actifs de haute qualité. Ce taux doit être supérieur ou égal à 100%. Le comité de bale a prévu une mise en application progressive du ratio. L'exigence minimale a été fixée à 60% à partir du 1^{er} janvier 2015 pour atteindre 100% au 1^{er} janvier 2019.
- La fin de mission du full audit des trois banques publiques, la STB, la BH et la BNA. La loi n°2015-31 du 21 août 2015 relative au renforcement de la solidité financière de la STB et la BH prévoit des augmentations maximales respectives de 757 MDT et 110 MDT. La BH a déjà entamé la démarche en vue de sa recapitalisation. Un emprunt obligataire subordonné de 90MDT a été émis par la banque, dont la clôture a été réalisée avec succès en septembre 2015.
- La refonte de la loi bancaire n°2001-65 : le secteur bancaire a fait appel un cabinet d'études chargé de l'assister dans l'examen du projet de loi bancaire. Le projet de la nouvelle loi est venu organiser l'exercice de l'activité des établissements de crédit et son contrôle aux fins de protection des dépôts (les déposants ou les épargnants) et des consommateurs des services bancaires dans l'objectif de préserver la stabilité de ces établissements et le bon fonctionnement du secteur bancaire.
- Des mesures exceptionnelles pour le soutien des entreprises actives dans le secteur touristique via la loi de finances complémentaire pour l'année 2015 et la circulaire BCT n°2015-12 suite aux attentats de Bardo et de Sousse. Ces mesures excluent les hôtels touristiques en cessation d'activité, classés conformément à la réglementation en vigueur avant la fin du mois de décembre 2010 et soumis aux dispositions de la loi n°95-34 relative au redressement des entreprises en difficultés économiques. Les engagements de la profession sur le secteur touristique se sont élevés à 4000 MDT au 31 décembre 2014 dont 1412 MDT de créances impayées et en contentieux, soit plus de 35% du total des engagements sur le tourisme et plus de 21% de l'encours total des créances impayées et en contentieux. La création de l'AMC, la société de gestion d'actifs prévue par la loi de finances complémentaire 2014 contribuera certainement à (i) alléger l'endettement touristique, (ii) offrir de nouvelles perspectives de restructuration et de réhabilitation aux entreprises actives dans le secteur et (iii) assainir la situation des banques notamment celles très impliquées avec ledit secteur. D'ailleurs, la dégradation de la note du secteur bancaire par Standard & Poor's en avril 2015 est en partie liée aux retards accusés dans la création de l'AMC.
- La suppression de la réserve obligatoire sur les crédits à la consommation en vue de réduire les besoins des banques en liquidité.
- Le taux de rémunération de l'épargne a été revu à la hausse, soit à 3,5% en juin 2014.
- Le relèvement du taux directeur de la BCT en juin 2014 à 4,75% dans le but d'atténuer les tensions inflationnistes.
- Le TMM a faiblement progressé au cours de l'année 2014 sous l'effet des pressions exercées par le manque de liquidité et l'accroissement des prix. Le TMM est ainsi passé de 4,74% en décembre 2013 à 4,88% en décembre 2014.
- La poursuite de l'approche visant l'extension du réseau d'agences bancaires. Ce dernier a été étoffé par une centaine de nouvelles ouvertures.

- Le développement des moyens de paiement au moyen de :
 - L'installation de 131 nouveaux DAB/GAB fin décembre 2014 par rapport à fin décembre 2013, soit 2.070 contre 1.939 ;
 - Le nombre des commerçants affiliés au paiement électronique a progressé par rapport à 2013 pour se situer à 13.994 contre 13.958 mais reste en deçà du nombre atteint en 2012 qui est de 14.895 ;
 - Il n'y a pas eu installation de nouveaux TPEs cette année, au contraire leur nombre a été revu à la baisse, les banques peuvent en effet reprendre des TPEs lorsque les commerçants ne les utilisent pas ;
 - L'émission de cartes a été rehaussée de 312.245 cartes pour s'élever à 2.721.166 contre 2.408.921;
 - L'augmentation du nombre de transactions réalisées par carte de 2,1%, s'élevant ainsi à 54,3 millions d'opérations contre 53,2 millions d'opérations en 2013 pour un montant global de transactions de 6.542 MDT durant les douze mois 2014 et 5.979 MDT durant les douze mois 2013, soit une hausse de 9,4% ;
 - Le volume des transactions de paiement réalisées s'est chiffré à 971 MDT en 2014 contre 994MDT en 2013, en retrait de 2,3%.

- Enfin, pour ce qui y est du comportement des titres des établissements de crédit cotés à la Bourse de Tunis, la tendance était globalement à la hausse. L'indice sectoriel des banques « TUNBANK » a rebondi de 17,3%, mettant ainsi fin aux pertes essuyées ces deux dernières années.

2-9- L'évolution des indicateurs de rentabilité

A- BANQUES

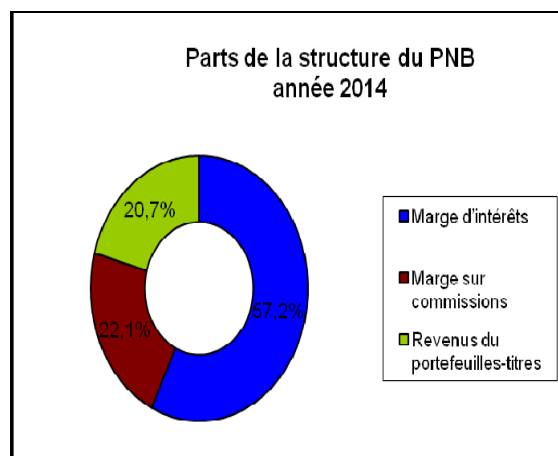
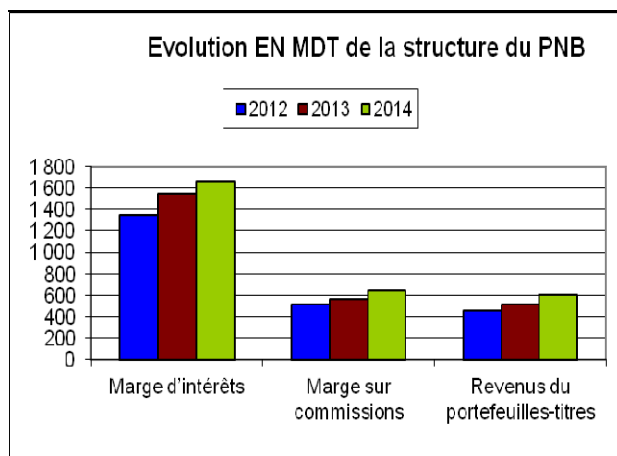
L'activité des vingt-deux banques universelles a connu au cours de l'année 2014 une décélération comme l'indique l'évolution du produit net bancaire, en hausse de 10,5% contre 13,3% en 2013 atteignant ainsi 2.897,3 MDT contre 2.622,8 MDT une année auparavant. Sans tenir compte d'Al Baraka Bank, le produit net bancaire du secteur aurait enregistré une hausse de 9% en se situant à 2.858,1 MDT à fin décembre 2014.

Cette situation est expliquée par le ralentissement de la progression de la marge d'intérêts qui est revenue de 14,9% en 2013 à 7,4% en 2014. Sans Al Baraka Bank, l'évolution de la marge d'intermédiation durant l'année 2014 serait de 5,8%. En revanche, la marge sur commissions a enregistré une accélération de son rythme de croissance, passant de 8,6% en 2013 à 13,9% en 2014. Compte non tenu d'Al Baraka Bank, l'augmentation de la marge sur commissions en 2014 se serait établie à 12,9%.

En MDT sauf indication contraire

	2012	2013	2014	2014 sans Al Baraka Bank	Var. en MDT			Var. en %		
					13/12	14/13	14/13 sans Al Baraka Bank	13/12	14/13	14/13 sans Al Baraka Bank
Produit Net Bancaire	2 314,2	2 622,8	2 897,3	2 858,1	308,6	274,5	235,3	13,3	10,5	9,0
Marge d'intérêts	1 343,6	1 543,7	1 657,7	1 633,7	200,1	114,0	90,0	14,9	7,4	5,8
Part dans le PNB (en %)	58,1	58,9	57,2	57,2	-	-	-	0,8	-1,7	-1,7
Marge sur commissions	517,4	561,8	640,0	634,3	44,4	78,2	72,5	8,6	13,9	12,9
Part dans le PNB (en %)	22,3	21,4	22,1	22,2	-	-	-	-0,9	0,7	0,8
Revenus du portefeuille-titres	453,2	517,3	599,6	590,1	64,1	82,3	72,8	14,1	15,9	14,1
Part dans le PNB (en %)	19,6	19,7	20,7	20,6	-	-	-	0,1	1,0	0,9

Source : APTBEF



La hausse des commissions nettes s'est répercutée positivement sur le taux de couverture des charges salariales par les commissions nettes, atteignant 60,2% en 2014 contre 59,7% en 2013. Compte non tenu d'Al Baraka Bank, ce taux serait de 60,6%.

L'accroissement des charges opératoires (13,2%) à un rythme plus important que celui du produit net bancaire (10,5%) a engendré une détérioration du taux de coefficient d'exploitation de 1,2% après avoir connu une amélioration de 3% en 2013, il s'est ainsi élevé à 48,5% fin décembre 2014 contre 47,3% fin décembre 2013. Cette détérioration serait légèrement inférieure sans Al Baraka Bank, soit 1,1%.

En MDT sauf indication contraire

	2012	2013	2014	2014 sans Al Baraka Bank	Var. en MDT			Var. en MDT		
					13/12	14/13	14/13 sans Al Baraka Bank	13/12	14/13	14/13 sans Al Baraka Bank
Charges opératoires ⁽¹⁾	1 164,7	1 240,4	1 404,3	1 382,1	75,7	163,9	141,7	6,5	13,2	11,4
Dont, frais du personnel	886,0	941,1	1 062,6	1 046,5	55,1	121,5	105,4	6,2	12,9	11,2
Marge sur commissions/ frais du personnel en %	58,4	59,7	60,2	60,6	-	-	-	1,3	0,5	0,9
Coefficient d'exploitation (en %)	50,3	47,3	48,5	48,4	-	-	-	-3,0	1,2	1,1
Résultat net global	338,7	158,4	566,1	556,0	-180,3	407,7	397,6	-53,2	257,4	251,0
ROA (en %)	0,6	0,3	0,8	0,8	-	-	-	-0,3	0,5	0,5
ROE (en %)	7,4	3,8	11,3	11,5	-	-	-	-3,6	7,5	7,7

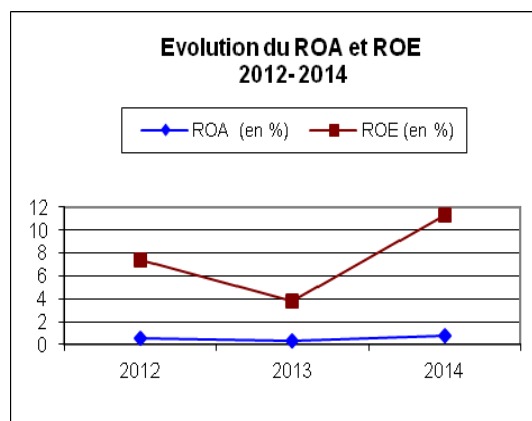
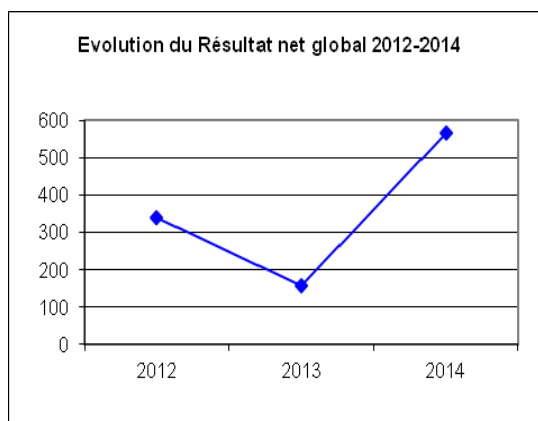
Source : APTBEF

⁽¹⁾ Les charges opératoires ne tiennent pas compte des dotations aux provisions et aux amortissements sur immobilisations.

Après avoir enregistré un repli de 53,2%, le résultat net du secteur a connu une hausse record de 257,4% en passant de 158,4 MDT en 2013 à 566,1 MDT et à 556 MDT en comptant Al Baraka Bank en 2014. Les indicateurs de rentabilité se sont alignés à cette évolution.

En effet, le rendement des actifs (ROA) a augmenté de 0,5% contre un retrait de 0,3% en se situant à 0,8% en 2014 contre 0,3% une année auparavant.

Parallèlement, la rentabilité des capitaux propres (ROE) a atteint 11,3% en 2014 contre 3,8% en 2013, en progression de 7,5 points de pourcentage. Il est à signaler que ce taux avait enregistré l'année dernière une réduction de 3,6%.



B- ETABLISSEMENTS DE LEASING

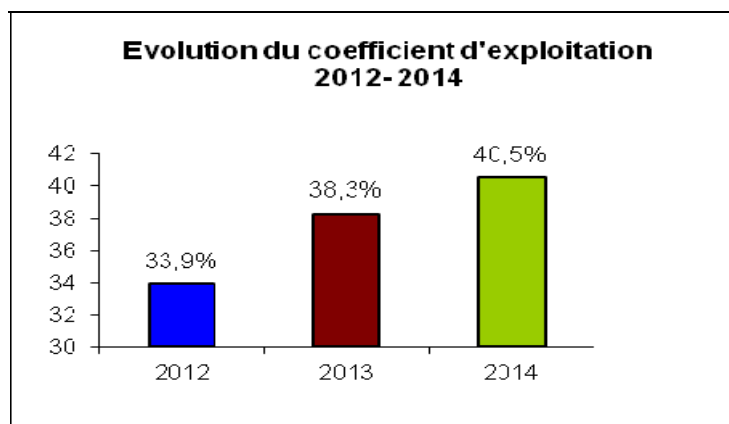
Le produit net de leasing a réalisé une reprise significative de 7,8% après avoir enregistré un repli de 2,7% en 2013, passant de 121,5 MDT à 131 MDT en 2014.

En MDT sauf indication contraire

	2012	2013	2014	Var. en MDT		Var. en %	
				13/12	14/13	13/12	14/13
Produit net de leasing	124,9	121,5	131,0	-3,4	9,5	-2,7	7,8
Charges opératoires	42,3	46,5	53,0	4,2	6,5	9,9	14,0
Coefficient d'exploitation (en %)	33,9	38,3	40,5	-	-	4,4	2,2

Source : APTBEF

La hausse du produit net de leasing à un rythme moins important que celui des charges opératoires, soit 7,8% contre 14% a impacté le coefficient d'exploitation qui a connu une détérioration de 2,2 points de pourcentage en 2014 en se situant à 40,5%.

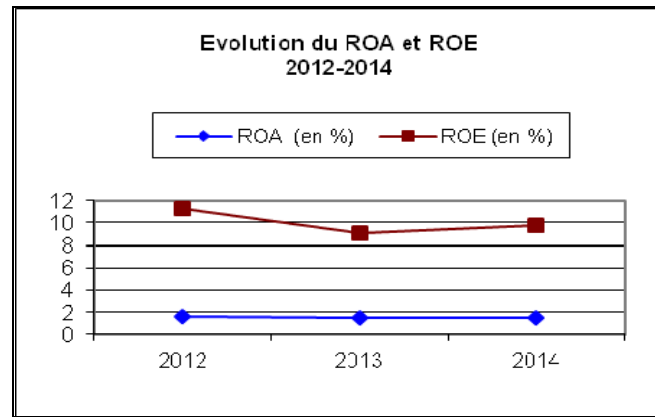
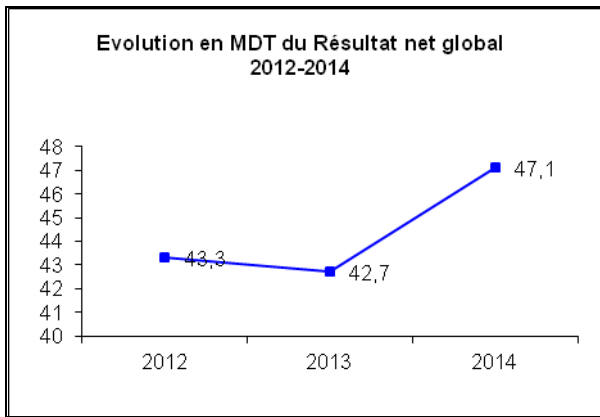


En MDT sauf indication contraire

	2012	2013	2014	Var. en MDT		Var. en %	
				13/12	14/13	13/12	14/13
Résultat net global	43,3	42,7	47,1	-0,6	4,4	-1,4	10,3
ROA (en %)	1,6	1,5	1,5	-	-	-0,1	0,0
ROE (en %)	11,3	9,1	9,7	-	-	-2,2	0,6

Source : APTBEF

La reprise de résultat net global du secteur de 10,3% contre une baisse de 1,4% s'est répercutée positivement sur l'indicateur de rentabilité des fonds propres (ROE) qui a enregistré une hausse de 0,6 point de pourcentage contre un repli de 2,2 points de pourcentage, en s'élevant à 9,7% en 2014 contre 9,1% en 2013, tandis que le rendement des actifs (ROA) s'est maintenu à son niveau de 2013, soit 1,5%.



C- ORGANISMES DE FACTORING

En s'établissant 16,5 MDT en 2014 contre 14,9 MDT en 2013, le produit net de factoring a progressé de 1,6 MDT ou 10,7% contre 2 MDT ou 15,5% une année auparavant.

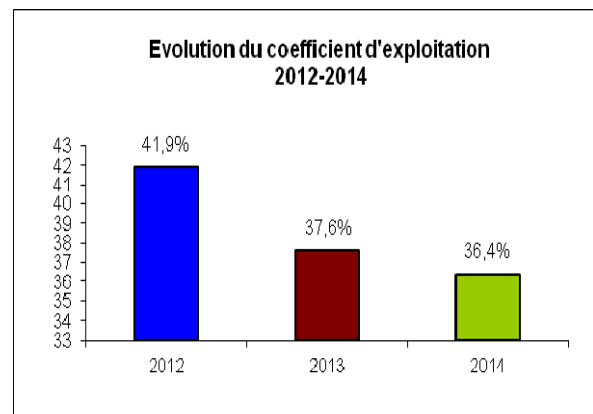
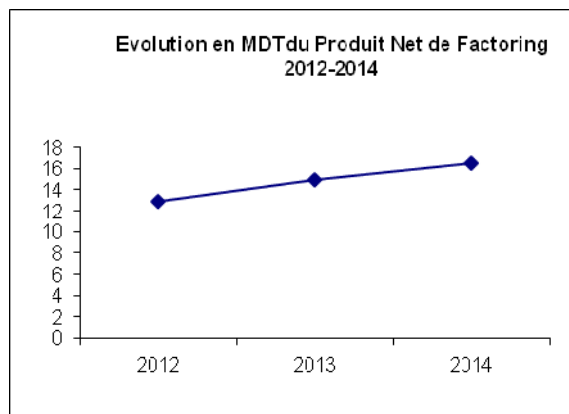
En MDT sauf indication contraire

	2012	2013	2014	Var. en MDT		Var. en %	
				13/12	14/13	13/12	14/13
Produit net de factoring	12,9	14,9	16,5	2,0	1,6	15,5	10,7
Charges opératoires	5,4	5,6	6,0	0,2	0,4	3,7	7,1
Résultat net global	3,5	4,1	4,6	0,6	0,5	17,1	12,2
Coefficient d'exploitation (en %)	41,9	37,6	36,4	-	-	-4,3	-1,2

Source : APTBEF

Le coefficient d'exploitation s'est amélioré de 1,2 point de pourcentage contre un repli de 4,3 points de pourcentage un an plus tôt, en revenant de 37,6% en 2013 à 36,4% en 2014 sous l'effet de l'augmentation du produit net de factoring à un rythme plus accéléré que celui des charges opératoires.

Au cours de l'année 2014, le résultat net global du secteur de factoring a connu un ralentissement de 12,2% contre 17,1% en 2013 en passant de 4,1 MDT à 4,6 MDT.



L'Association Professionnelle Tunisienne des Banques et des Etablissements Financiers a renforcé au cours de l'année 2014 ses activités communautaires et a diversifié ses interventions. En agissant au nom du secteur, l'Association a affirmé sa présence et a confirmé la contribution de la profession au développement économique du pays. L'activité de l'Association a porté sur la conduite des travaux consacrés à des questions touchant la communauté bancaire.

1- LES QUESTIONS D'ACTUALITE DE LA PROFESSION :

■ **Dans le cadre de l'état d'avancement du dossier Foreign Account Tax Compliance Act (FATCA)**, la partie américaine a accepté de négocier un accord intergouvernemental/intergovernmental agreement (IGA) 1 A qui tient compte de la Constitution tunisienne et respecte les principes de la souveraineté de l'Etat et de la réciprocité. Suite à cette étape :

- La Tunisie a été inscrite sur le site web de l'administration fiscale américaine –Internal Revenue Service (IRS) parmi les pays ayant un accord IGA « en cours » à partir du 30 novembre 2014, tout compte bancaire ouvert à partir de cette date est considéré nouveau compte à déclarer à l'IRS. L'accord doit être signé et ratifié par l'Assemblée des représentants du peuple (ARP) au plus tard le 30 septembre 2015.

- La BCT a publié une note aux établissements de crédit pour les inviter à s'inscrire sur le site de l'IRS (note n°2014-26 du 5 décembre 2014).

- Les banques se sont enregistrées sur le site de l'IRS sous le modèle "registered demmed compliant financial institution" (including a reporting financial institution under a model IGA 1)

- Les banques ont été réinvitées à faire appel à un cabinet ou un expert spécialisé dans l'implémentation de FATCA pour les soutenir /assister dans la mise à jour de leur système d'information.

■ **Difficultés d'application des dispositions de la circulaire BCT n°2013-13 du 21/10/13** relative aux modalités de fonctionnement et d'utilisation des comptes professionnels en devises ou en dinars convertibles (CPD). La profession rencontre des difficultés pratiques au niveau de l'application des dispositions de ladite circulaire et sollicite la BCT pour apporter des réponses à ses préoccupations, notamment en ce qui concerne :

- les contrats à terme : la BCT est invitée à préciser explicitement que lors du dénouement de l'opération à terme, l'existence d'avoirs dans les CPD n'entrave en rien la livraison des devises.

- le règlement d'une importation par des devises achetées par le client auprès d'une autre banque : degré de responsabilité de la banque domiciliataire au cas où le CPD s'avère crédeur ou que le client ait fait une fausse déclaration à la banque auprès de laquelle il a acheté les devises.

- les opérations de swap devises/dinars : clarifier les règles d'utilisation d'un contrat de swap devises /dinars.

- les financements en devises lors de la mise en place des financements : exigence de l'engagement sur l'honneur lors de la conclusion du contrat de financement, sachant que la sortie des devises pour le paiement du fournisseur peut être effectuée au même moment.

- l'obligation de la banque d'honorer ses engagements échus : obliger le client à autoriser la banque à utiliser ses avoirs en devises sur le CPD au moment du règlement en lui faisant signer un engagement au moment de l'initiation de l'opération : établir un engagement uniforme à utiliser par toutes les banques et relatif aux opérations à échéance ultérieure avec engagement de la banque;

- la vente de devises aux clients dans le cas de blocage des disponibilités dans le CPD par la banque à titre de nantissement ou de blocage de provisions dans le cadre d'un engagement par signature ou de règlement d'un financement en devises.

- l'obligation de solder des comptes professionnels en devises au moment d'une vente de devises au comptant ou dans le cadre d'une opération de couverture en faveur d'un opérateur : fixer un seuil maximum du solde du compte professionnel en devises au-delà duquel, le nivellement du solde du CPD devient obligatoire.

- en cas de négociation directe avec la salle de marché et si le client n'adresse pas un engagement sur l'honneur justifiant l'absence de devises en CPD avec la confirmation de l'ordre d'effectuer l'opération : annuler l'opération de vente de devises ou la finaliser tout en informant immédiatement la BCT.

- la vérification des avoirs disponibles en devises du client dans le cadre d'un dossier allocation voyage d'affaires (AVA) avant de procéder au règlement de ses dépenses par débit du compte en dinars.
- l'authenticité de la déclaration sur l'honneur présentée par le client : désengager la banque de toute responsabilité si la déclaration s'avère erronée à cause d'une alternance entre débit et crédit pendant une courte période.
- les données à déclarer pour les opérations de ventes de devises contre dinars objet de l'Annexe III.
- les insuffisances du système d'information de certaines banques qui ne sont pas en mesure de s'assurer en temps réel de l'existence ou non d'avoirs en CPD : élargir la déclaration sur l'honneur à la banque domiciliataire de l'opération.
- le refus de certains clients de se conformer aux dispositions de la circulaire BCT n°2013-13 : sensibiliser les opérateurs économiques et prévoir des pénalités en cas de manquement à ces dispositions.

■ **Régime fiscal des provisions additionnelles nouvellement exigées par la circulaire 2013-21.** Le secteur bancaire est tenu en vertu de cette circulaire de constituer des provisions additionnelles sur les actifs ayant une ancienneté dans la classe 4 supérieure ou égale à 3 ans pour la couverture du risque net et ce, conformément aux quotités minimales suivantes :

- 40% pour les actifs ayant une ancienneté dans la classe 4 de 3 à 5 ans
- 70% pour les actifs ayant une ancienneté dans la classe 4 de 6 et 7 ans
- 100% pour les actifs ayant une ancienneté dans la classe 4 supérieure ou égale à 8 ans.

Cette circulaire a prévu que les provisions additionnelles sur les actifs classés 4 dont l'ancienneté est supérieure ou égale à 3 ans à fin 2012, soient imputées sur les capitaux propres d'ouverture au titre de l'exercice 2013 sans que le régime fiscal relatif à ces provisions additionnelles ait fait l'objet d'un texte de loi ou d'une note commune.

Cette décision a un impact important sur la situation financière des banques dans la mesure où ces provisions additionnelles ne sont pas déductibles de l'assiette de l'impôt sur les sociétés au titre des exercices antérieurs à 2013, ce qui affecte les bilans des banques en affichant des fonds propres en baisse et affaiblit par conséquent leur capacité à financer l'économie. Une requête a été lancée auprès du Ministère de l'Economie et des Finances pour solliciter la révision de cette déductibilité mais ce dernier a rejeté la proposition du secteur en prônant le principe de l'égalité fiscale qui stipule que les organismes ayant déjà fait l'objet d'un contrôle fiscal de leurs exercices financiers, ne peuvent plus bénéficier d'une révision fiscale au détriment des autres.

■ **Médiation bancaire :** Après avoir lancé un appel à candidature, l'APTBEF a sélectionné un deuxième médiateur pour intégrer le service commun de médiation bancaire suite à l'augmentation du nombre des banques adhérentes. Ce service est composé de deux médiateurs et de douze établissements de crédit, soient la STB, BTK, BTL, BTS, ATB, QNB, BFT, BTE, BEST LEASE, STUSID BANK, NAIB BANK et BFPME.

■ **Nouveau Ratio de liquidité :** Sur demande de la BCT, une note lui a été adressée regroupant l'ensemble des remarques et des observations de la profession sur le nouveau ratio de liquidité. La note a été soumise au conseil d'administration de la BCT et une réunion regroupant le Gouverneur de la BCT et les premiers responsables de banque a été organisée pour en discuter. Suite à cela, la BCT a publié la circulaire aux banques n°2014-14 du 10 novembre 2014 relative au ratio de liquidité.

■ **Dématérialisation de l'obligation cautionnée (OC) :** Le passage du traitement physique au traitement électronique de l'OC a été officialisé à travers la signature de la convention de traitement de l'obligation cautionnée sous l'égide de Monsieur le Ministre de l'Economie et des Finances, la Direction Générale de la Douane, l'Association Professionnelle Tunisienne des Banques et des Etablissements Financiers, la Trésorerie Générale de la Tunisie et la Société Tunisie TradeNet (TTN) au cours d'une cérémonie tenue le lundi 22 décembre 2014. Cette convention de transmission électronique vise à faciliter le traitement de l'obligation cautionnée sur le réseau TradeNet.

II- TRAVAUX DES REUNIONS ET DES COMITES :

■ Fin du support du système d'exploitation Windows XP de Microsoft à partir du 8 avril 2014 qui est utilisé par les banques notamment dans les réseaux des DAB/GAB : ainsi à partir du 8 avril 2014, plus de nouvelle mise à jour de sécurité. Le maintien de Windows XP dans l'environnement des banques après la date du 08 avril 2014 expose les banques (DAB/GAB et parc informatique) à des risques potentiels, notamment des risques de sécurité et de non-conformité. Les banques ont noté l'urgence de migration de Windows XP vers d'autres systèmes d'exploitation stables supportés par Microsoft et ont convenu des mesures appropriées.

■ Renouvellement de l'abonnement communautaire en ligne au Registre Central de Commerce (RCC) de l'INNORPI au titre de l'année 2014. Les discussions se sont déroulées en présence de représentants des banques, des établissements financiers, de l'INNORPI et de la CTAF et ont porté sur la présentation de la nouvelle plateforme RCC en ligne, les problèmes rencontrés par les banques lors de l'accès au Registre Central de Commerce et le renouvellement de l'abonnement en ligne au RCC. Elles ont abouti à ce que les abonnés envoient à l'Association la liste actualisée des utilisateurs en vue de renouveler leur abonnement en ligne au RCC de l'INNORPI au titre de l'année 2014 ; sachant que les tarifs fixés à 400 d par utilisateur et par an, conformément à la convention entre l'INNORPI et l'APTBEF, seront révisés à la baisse si le nombre global d'utilisateurs dépasse les deux cent cinquante.

■ Dans le cadre de l'application du décret n° 94-1743 du 29 août 1994, portant fixation des modalités de réalisation des opérations de commerce extérieur et tel que modifié par le décret n° 2014-3487 du 18/09/2014, venu abroger et remplacer les articles 45 à 48 du décret de 1994 pour réinstaurer l'obligation de domiciliation a priori des opérations libres à l'export et suite à la perturbation des opérations d'export dès lors que les services de la douane ont immédiatement exigé des exportateurs une facture domiciliée auprès d'un intermédiaire agréé pour pouvoir faire leur déclaration et exporter leurs marchandises alors que les banques n'y étaient pas préparées, des réunions avec la BCT ont été consacrées à l'examen des procédures et mesures urgentes à prendre par les différentes parties concernées (Banques, TTN, Douane et BCT) pour être conformes aux nouvelles dispositions du décret. Il s'en est suivi ce qui suit :

- Toutes les banques ont débloqué les champs obligatoires relatifs à l'imputation préalable des factures définitives à l'export (FDE).
- Pratiquement tout le réseau bancaire est connecté à TTN, dans les agences non encore connectées, la validation de la domiciliation se fait le jour même de la demande de domiciliation par mail ou par fax en coordination avec les chargés de domiciliation au niveau des banques.
- Le système SINDA de la Douane a été mis à jour de façon à ce qu'il permette de contrôler la domiciliation de la FDE.
- En ce qui concerne l'imputation douanière des FDE, le système SINDA ne permet pas actuellement de renvoyer la FDE imputée sur TTN, problème à régler entre la BCT, TTN et la Douane.

■ Dans le cadre de la consolidation de la sécurité des opérations de transport de fonds, la BCT a organisé une réunion de concertation et de sensibilisation des acteurs dans le service bancaire et financier pour débattre des actions à entreprendre pour le renforcement de la sécurité des opérations de transport de fonds et la protection des banques et des établissements financiers. Un ensemble de recommandations a été retenu. Une note a été envoyée par l'Association aux banques pour leur faire part desdites recommandations et les solliciter à prendre les mesures nécessaires.

■ Adhésion des banques au système d'achat public en ligne « TUNEPS » relevant de la Présidence du Gouvernement : dans le cadre de la mise en place dudit système devenu opérationnel à partir du 1er juin 2014 conformément aux dispositions du décret n°2014-1039 du 13 mars 2014 portant réglementation des marchés publics, les banques de la place qui n'ont pas encore adhéré au système ont été invitées à le faire. Actuellement, toutes les banques ont adhéré au système « TUNEPS ».

- Dans le cadre du suivi de la qualité des services bancaires, un groupe de travail a été constitué sous l'égide de l'Observatoire des services bancaires (OSB) pour l'élaboration de l'attestation de clôture de compte suite au nombre élevé des réclamations parvenues à l'OSB à ce sujet. Les travaux dudit comité ont abouti à l'envoi par la BCT d'une lettre aux banques appelant les banques à délivrer à leur clientèle une attestation de clôture de compte courant ou autres.

- Relations avec VISA : suivi de la mise en application du contrat de réduction des frais liés à l'acquisition entré en vigueur depuis le mois de janvier 2013, en présence du représentant de VISA.

- Réunion à la Société Monétique de Tunisie (SMT) sur les modalités pratiques afférentes au remplacement des cartes privatives par des cartes White EMV (Europay Mastercard Visa). Toutes les cartes privatives ont été remplacées par des cartes brandées (Visa ou Mastercard). Concernant les cartes white EMV, Monétique Tunisie s'est dotée d'une plateforme qui permet, au cas où certaines banques le demanderaient, de personnaliser les cartes conformément au « masque white EMV » au même titre que les cartes qui sont actuellement personnalisées conformément aux « masques Visa ou Mastercard ». En conséquence, le choix du « masque » est du ressort exclusif de chaque banque.

- A l'issue des travaux de la commission « Tarification » de la SMT, constituée à l'effet de proposer un nouveau modèle de tarification vu que le système actuel faisant distinction entre activités ordinaires et activités prioritaires n'a pas eu un impact positif, une convention interbancaire a été signée au cours de l'année 2014 ; l'objet étant de supprimer la distinction, en matière de tarification, entre activités prioritaires et activités non prioritaires et l'inclusion des micro paiements.

- Au vu des opérations de paiement frauduleuses effectuées au moyen de cartes étrangères à piste qui ont touché plusieurs banques de la place au cours de l'année, et vu que ces banques ne peuvent en aucun cas arrêter l'acceptation des cartes à piste étrangères, notamment les cartes américaines, un « guide commerçant » a été lancé par les banques visant à sensibiliser davantage les commerçants sur les meilleures pratiques du TPE, sur l'acceptation des cartes (à puce ou à piste) et sur les moyens permettant d'identifier les tentatives frauduleuses.

III- ACTIONS ORGANISEES

- Un séminaire de formation de trois journées sur le développement des services bancaires aux PME au profit des Directeurs Centraux, Directeurs et Directeurs de Pôles Commerciaux et Financement et particulièrement ceux en charge de la PME, co-organisé en partenariat avec l'International Finance Corporation (IFC). L'organisation de ces journées a pour principaux buts de renforcer les compétences bancaires en matière de gestion des services bancaires aux PME et d'échanger sur les bonnes pratiques et retour d'expérience dans des pays et régions comparables. Une table ronde a été organisée en marge dudit séminaire sur l'amélioration de l'accès au financement bancaire de la PME en Tunisie en présence des premiers responsables de banques ayant pour objectif d'échanger autour des opportunités de croissance associées au segment des PME et a été également l'occasion de partager les résultats d'une récente étude menée par Ernest & Young pour le compte de l'IFC en matière de services bancaires dédiés aux PME en Tunisie.

- Trois événements sur la promotion de l'investissement photovoltaïque en Tunisie ont été organisés en collaboration avec l'Agence Nationale pour la Maîtrise de l'Energie (ANME) et l'Agence de coopération internationale allemande pour le développement (GIZ). Ces actions s'intègrent dans le cadre de la stratégie nationale visant à améliorer la production d'électricité à partir d'énergies renouvelables, soit 30% à l'horizon de 2030. Le but étant de sensibiliser sur les vertus des énergies renouvelables, de familiariser les banques avec les techniques de production d'électricité à partir d'énergie solaire et l'intérêt pour les promoteurs de PME opérant dans des secteurs énergivores de réduire leurs factures d'électricité en envisageant d'autoproduire de l'électricité par l'installation de panneaux photovoltaïques.

- Tenue de la 44ème session du Conseil d'Administration et de la 12ème session de l'Assemblée Générale de l'Union des Banques Maghrébines « UBM ».

- La 14ème Conférence des Présidents de banques relevant de l'UBM a porté sur le thème « les réformes bancaires à la lumière des mutations internationales et régionales ». L'objectif de cette conférence est de mettre l'accent sur l'impact des mutations nationales et internationales sur le système bancaire. Le cas de l'union européenne et les retombées de la crise financière de 2008 sur le fonctionnement du monde de la finance a bien été mis en évidence par des experts internationaux. Les autorités monétaires et les banques maghrébines doivent en tirer la leçon et faire le nécessaire pour améliorer la coopération à l'échelle maghrébine dans le but d'asseoir la stabilité et raffermir l'économie au niveau de la région.

- Un workshop animé par le représentant de VISA ; le but étant d'explicitier la procédure de facturation de VISA et les mécanismes de contrôle des factures VISA.

- Une présentation de la procédure de mise en place du système de télédéclaration de la garantie SOTUGAR au profit des responsables chargés du crédit et du contentieux des banques et des établissements financiers, co-organisée avec la Société Tunisienne de Garantie « SOTUGAR ». Cette action s'inscrit dans le cadre d'une plateforme Extranet de déclaration à distance des concours éligibles aux systèmes de garantie gérés par ladite société.

IV- RELATIONS AVEC LES POUVOIRS PUBLICS :

En tant que représentante de ses membres auprès des pouvoirs publics, l'Association a pris part à différentes actions :

- Comités du COPIL tenues au Ministère de l'Industrie et de la Technologie.

- Conseil national de la fiscalité, l'APTBEF a été représentée par la BIAT.

- Conseil d'Administration de la SOTUGAR.

- Conseil National de la Statistique.

- Comité d'arbitrage Télécompensation organisées au siège de la BCT.

- Atelier-débat organisé sous l'égide de la BAD, de l'OCDE et du Ministère de l'Industrie, de l'Energie et des Mines sur la mise en œuvre du plan d'action pour le développement des PME/TPE en Tunisie et ce, dans le cadre du partenariat de Deauville pour les pays en transition de l'Afrique du nord et du moyen orient - MENA (Egypte, Jordanie, Libye, Maroc, Tunisie et Yémen).

Le partenariat de Deauville est une initiative des donateurs mise en place en mai 2011 pour aider les pays en transition de la région MENA à surmonter l'impact économique des révolutions arabes et à contribuer à leurs transitions démocratiques. Ainsi, cet atelier a été une occasion pour présenter l'état des lieux des micros, petites, et moyennes entreprises (MPME) en Tunisie, ainsi que les principales conclusions tirées pour en assurer le développement optimal, dont les principales sont :

- un bilan globalement positif des MPME en Tunisie, la chaîne de financement est assez complète, le besoin en fonds de roulement et le crédit d'amorçage sont les vrais problèmes de la MPME,

- il faut une vision / politique en matière de développement des MPME qui émane d'une initiative / stratégie politique,

- développer les fonds d'amorçage,

- promouvoir le développement des services non financiers et mettre à profit le métier de conseiller d'entreprises / coaching,

- simplifier les procédures administratives,

- créer plus de synergie entre les différents programmes mis à la disposition des entreprises,

- faciliter l'intégration des chaînes de valeurs mondiales,

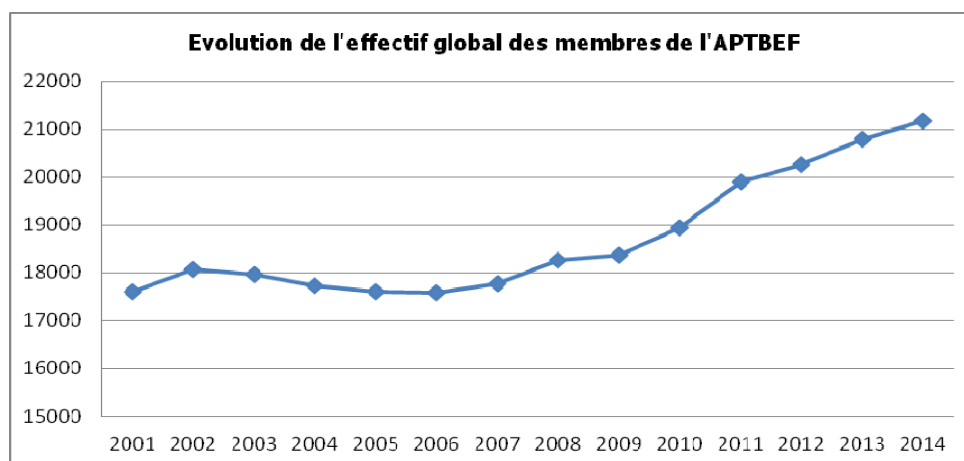
- promouvoir l'entreprenariat féminin.

■ L'Investissement en faveur de la Montée en gamme de la Tunisie dans les Chaînes de Valeur Mondiales- CVM : présentation du rapport d'étude réalisée par des experts de l'OCDE et lancée dans le cadre de partenariat de Deauville, ce rapport a pour objectif de faciliter la participation de l'économie tunisienne aux CVM. Il évalue l'intégration actuelle de la Tunisie dans les CVM en utilisant l'outil développé conjointement par l'OCDE et l'OMC visant à mesurer les Échanges en Valeur Ajoutée – EVA. Il présente une analyse des différents domaines de politiques liés aux CVM, à savoir l'investissement, le commerce et l'infrastructure. Il propose également des recommandations concrètes en vue de permettre à la Tunisie de monter en gamme et de bénéficier de son intégration dans les CVM. Le rapport d'étude a été présenté au Comité de l'Investissement de l'OCDE le 2 décembre 2014 par une délégation menée par le Secrétaire d'État au Développement et à la Coopération Internationale.

1- LA POPULATION DES ÉTABLISSEMENTS DE CREDIT :

En 2014, l'effectif global des membres de l'APTBEF compte 21.177 employés contre 20.779 en 2013, en légère augmentation de 398 personnes ou de 1.9 % provenant principalement de la hausse du personnel de banques qui a augmenté de 3.5% en 2014 contre 1,7% en 2013. Quant aux effectifs des établissements financiers et des banques off-shore & d'affaires, ils ont affiché des baisses respectives de 0,8% et 62% contre un accroissement de 7,5% et 39,2 % en 2013. Rappelant que depuis 2014 la banque off-shore « Al Baraka Bank Tunisia » qui est transformée en banque universelle à partir de décembre 2013, figure dans les statistiques des banques.

Durant l'année 2014, l'effectif des banques universelles, qui représente 95,5 % de l'effectif global, a augmenté de 677 personnes pour s'établir à 20.232. Cette évolution est la résultante de l'ouverture de 110 agences en 2014, qui rentre dans le cadre de la politique de proximité au service des clients que les banques sont entrain de renforcer. Le réseau des agences est passé à 1.622 agences en 2014 contre 1.512 agences en 2013.



**Evolution de l'effectif global
des membres de l'APTBEF
en 2014**

Année	2012	2013	2014
Effectif global	20.267	20.779	21.177
Personnel des banques	19.222	19.555	20.232
Personnel des établissements financiers	729	784	778
Personnel des banques off-shore & d'affaires	316	440	167

Source : APTBEF

Année	2013	2014
EFFECTIF GLOBAL	20 779	21 177
Personnel Permanent	19 049	19 449
Personnel Contractuel	1 210	971
Effectif SIVP/Saisonnier	422	654
Effectif Expatrié	19	15
Effectif Détaché	79	88

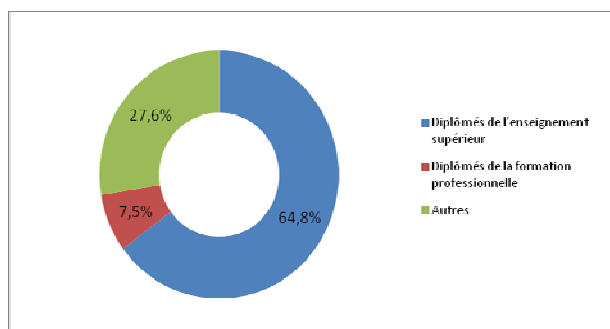
Source : APTBEF

Accaparant 91,8% de l'effectif global, le nombre des employés permanent a augmenté de 400 personnes pour s'établir à 19.449 personnes. Avec un taux d'encadrement de 67% contre 65,1% en 2013, le nombre de cadres et cadres supérieurs est passé de 12.391 à 13.039, réparti en 8.455 diplômés de l'enseignement supérieur, 982 diplômés de la formation professionnelle et les 3.602 restants ont obtenu une promotion exceptionnelle ou une promotion par ancienneté. Ces trois catégories de diplômés se sont accrues respectivement de 6%, 26,4% et -1% marquant la mutation qualitative de l'effectif comme le montre le tableau ci-dessous.

Evolution de l'effectif d'encadrement

Libellés	2013				2014				Variation en nombre	Variation en %
	Banques	Etablissements Financiers	Banques off-shores & d'affaires	Total	Banques	Etablissements Financiers	Banques off-shores & d'affaires	Total		
Diplômés de l'enseignement supérieur	7415	387	173	7975	7998	389	68	8455	480	6,0%
Diplômés de la formation professionnelle ⁽¹⁾	756	10	11	777	963	14	5	982	205	26,4%
Autres ⁽²⁾	3505	59	75	3639	3531	59	12	3602	-37	-1,0%
Total	11676	456	259	12391	12492	462	85	13039	648	5,2%

Source : APTBEF, ⁽¹⁾ Diplôme de l'ABF, Concours Internes, autres, ⁽²⁾ Promotion exceptionnelle, promotion automatique par ancienneté.



En 2014, la répartition des Hommes-femmes est respectivement de 62,3% et 37,7% contre 62,8% et 37,2% en 2013. On observe que la part des femmes dans l'effectif global a poursuivi son évolution positive provenant principalement de la hausse de l'effectif permanent de 305 femmes pour s'établir 7.252 en 2014.

Répartition de l'effectif par sexe

Année	2013		2014	
	M	F	M	F
Total	13 056	7 723	13 189	7 988
Personnel Permanent	12 102	6 947	12 197	7 252
Personnel Contractuel	658	552	602	369
Effectif SIVP/Saisonnier	228	194	317	337
Effectif Expatrié	14	5	13	2
Effectif Détaché	54	25	60	28
EFFECTIF GLOBAL	20 779		21 177	
Part	62,8%	37,2%	62,3%	37,7%

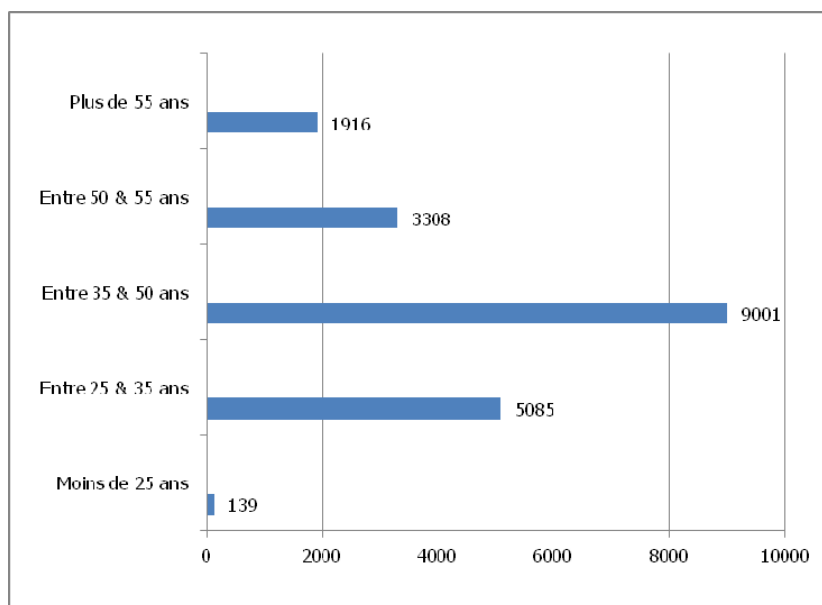
Source : APTBEF

En 2014, les membres de l'APTBEF ont procédé au recrutement de 1.151 contre 768 en 2013, affichant une nette amélioration de 49,9%.

Le nombre total de départs à la retraite s'est élevé à 532 en 2014 contre 466 en 2013, enregistrant une hausse de 14,6%.

Pyramide des âges en 2014

En 2014, l'âge moyen du personnel permanent (population de 19.449 titulaires) est de 42 ans et 2 mois.



Les salariés âgés entre 35 et 50 ans représentent 46,3% du personnel permanent, soit la catégorie la plus importante en terme de nombre d'employés, suivie par la tranche d'âge 25 à 35 ans (26,1%). La tranche d'âge dépassant les 55 ans a affiché le même taux que l'année dernière (10%). La pyramide des âges révèle que 26,9 % des salariés ont moins de 35 ans et 26,9% ont plus que 50 ans.

2- LA REMUNERATION DU PERSONNEL (*):

La Masse Salariale Globale (MSG) qui est composée principalement de salaires, des charges sociales et des autres charges liées au personnel, est passée entre Décembre 2013 et Décembre 2014 de 967,8MDT à 1.081,1 MDT, enregistrant ainsi une augmentation de 113,3 MDT ou 11,7% contre 45,7MDT ou 5% une année auparavant. Cette hausse revient essentiellement à l'augmentation réglementaire des salaires relative à l'année 2014.

Evolution de la masse salariale (2012-2014)

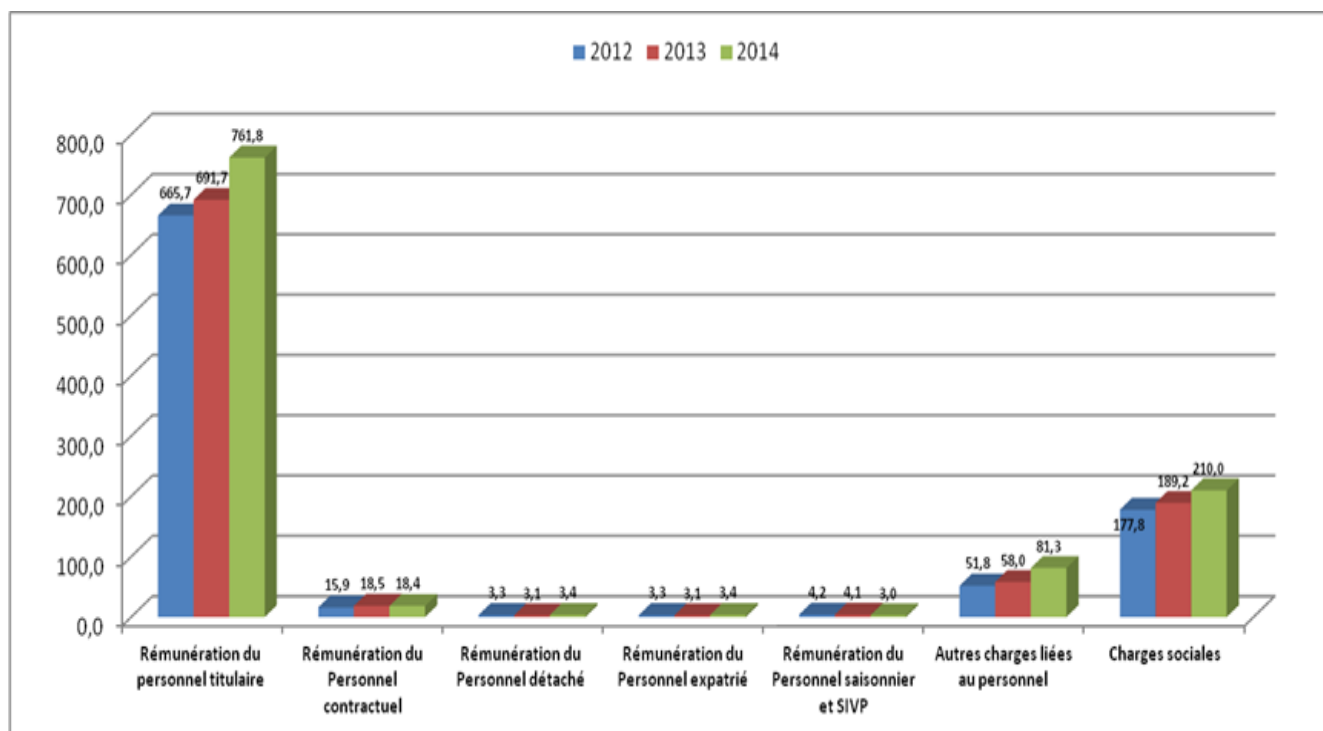
En MDT sauf indication contraire

Désignation	Années			Variation en Montant		Variation en %	
	2012	2013	2014	2013/2012	2014/2013	2013/2012	2014/2013
Masse Salariale globale	922	967,8	1.181,1	45,7	113,3	5%	11,7%

Source : APTBEF

Cette progression est principalement imputable à l'accroissement de la rémunération du personnel titulaire, des charges sociales et des autres charges liées au personnel qui ont progressé respectivement de 69,9 MDT, 20,8 MDT et 23,3 MDT. Ces dernières représentent 70,5%, 19,4% et 7,5 % de la Masse Salariale Globale.

Evolution de la masse salariale globale (en MDT) des membres de l'APTBEF 2012-2014



En 2014, la rémunération du personnel titulaire s'est élevée à 761,7 MDT contre 691,8 MDT en 2013, enregistrant une progression de 10,1% contre 3,9% une année auparavant.

D'une année à l'autre, le salaire de base⁽¹⁾ qui représente 53,3% de la rémunération dudit personnel accapare 45,8% ou 32 MDT de l'augmentation en 2014 et a atteint 405,9 MDT contre 373,9 MDT en 2013, soit une hausse de 8,6% contre 6,2% une année auparavant.

Les cadres et cadres supérieurs mobilisent 63,7 MDT ou 91,1 % de l'augmentation de la rémunération du personnel permanent. Cette progression provient essentiellement de la croissance du nombre des employés de ces deux catégories professionnelles de 617 personnes en 2014.

En comparaison avec 2013, les primes⁽²⁾ allouées au personnel permanent ont augmenté de 23,8 MDT ou 12,8 %, atteignant 210 MDT en 2014 contre 186,2 MDT en 2013. Quant aux indemnités⁽³⁾, elles se sont accrues de 13,9% contre une baisse de 3,4% en 2013 pour s'établir à 78,4 MDT. Les primes⁽²⁾ et les indemnités⁽³⁾ allouées audit personnel représentent 27,6% et 10,3% de la rémunération.

En se situant à 18,4 MDT en 2014, la rémunération du personnel contractuel a connu une légère baisse de 0,1 MDT (ou -0,6 %) en 2014 contre une hausse de 2,6 MDT ou 16,4% en 2013 et ce, suite à la diminution de l'effectif dudit personnel de 137 employés.

Quant aux rémunérations du personnel expatrié et détaché, elles ont progressé respectivement de 11,5 % et 9,3% en 2014 contre une baisse de 6,3% et 7,3% en 2013.

Les charges sociales ont enregistré une hausse de 20,8 MDT ou 11 %, atteignant 210 MDT en 2014 contre 189,2 MDT en 2013. De même, les autres charges liées au personnel⁽⁴⁾ ont progressé de 40,1%, passant de 58 MDT en 2013 à 81,3 MDT en 2014.

⁽¹⁾ Les Membres de l'APTBEF : ATB, BFT, BNA, ATTIJARI BANK, BT, AMEN BANK, BIAT, STB, UBCI, UIB, BH, CitiBank, BTK, STUSID BANK, QNB, BTE, BZ, BTL, BTS, ABC, BFPME, ALBARAKA BANK, NAIB, IMMBANK, TL,CIL, ATL, ATTIJARI LEASING, ML, AIL, BEST LEASE, EI WIFACK LEASING, HL, UF et TF.

⁽¹⁾ : Le salaire de base comprend l'indemnité provisoire complémentaire, l'indemnité de représentation ainsi que l'indemnité de transport.

⁽²⁾ : Les primes : prime de rendement, prime du 13^{ème} mois, prime de bilan, prime de technicité et prime exceptionnelle.

⁽³⁾ : Les indemnités : Indemnité de fonction et autres indemnités régulières

⁽⁴⁾ : Crèche, Jardin d'enfant, Habillement, Restauration, cadeau de fin d'année,... etc.

3- LA PRODUCTIVITE DE TRAVAIL :

RATIOS DE PRODUCTIVITE DES BANQUES

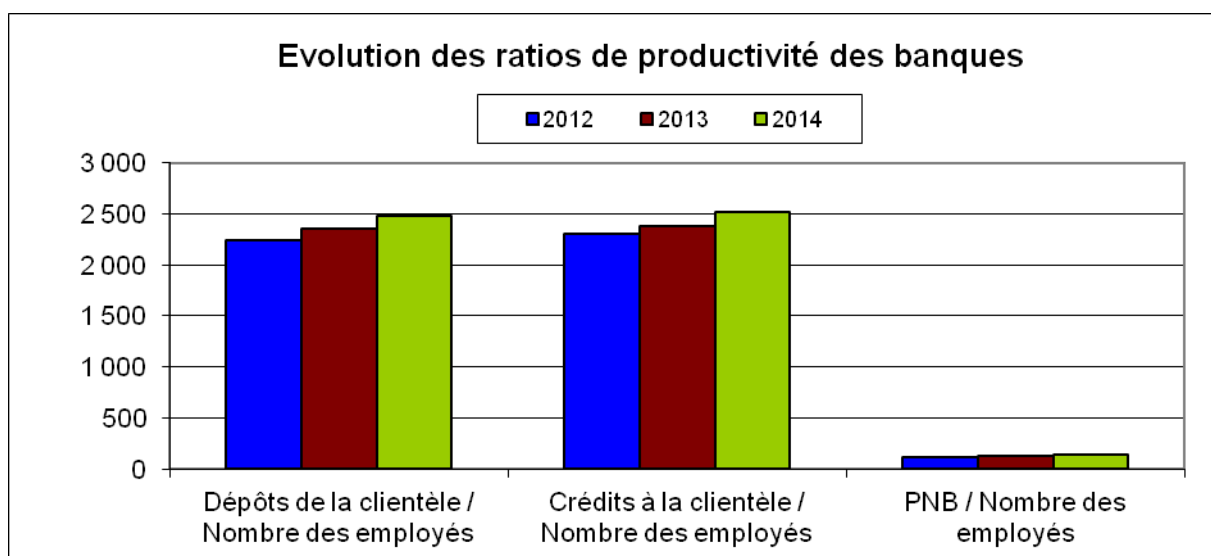
En milliers de dinars

Désignation	Banques ⁽¹⁾			Variations	
	2012	2013	2014 ⁽²⁾	2013/2012	2014/2013
1- Dépôts de la clientèle / Nombre d'employés	2 237,7	2 358,5	2 482,3	120,8	123,8
2- Crédits à la clientèle / Nombre d'employés	2 303,1	2 376,9	2 519,2	76,8	142,3
3- PNB / Nombre d'employés	120,4	134,1	143,2	13,7	9,1

Source : APTBEF

⁽¹⁾ : L'ATB, la BFT, la BNA, ATTIJARI BANK, la BT, l'AMEN BANK, la BIAT, la STB, l'UBCI, l'UIB, la BH, Citi Bank, la BTK, la STUSID BANK, la QNB, la BTE, la BZ, la BTL, la BTS, l'ABC et la BFPME.

⁽²⁾ En 2014, AL BARAKA BANK est devenue universelle.



La hausse du ratio de productivité des banques, déterminé par les dépôts de la clientèle en fonction de nombre d'employés, de 123,8 milliers de dinars contre 120,8 milliers de dinars, porte la marque de l'accroissement des dépôts de la clientèle à un rythme plus important que celui de nombre d'employés, soit 8,9% contre 3,5%.

Le ratio productivité, mesuré par les crédits à la clientèle rapportés au nombre d'employés, s'est élevé à 2.519,2 milliers de dinars à fin décembre 2014 contre 2.376,9 milliers de dinars à fin décembre 2013, réalisant une augmentation de 142,3 milliers de dinars contre 76,8 milliers de dinars l'année précédente.

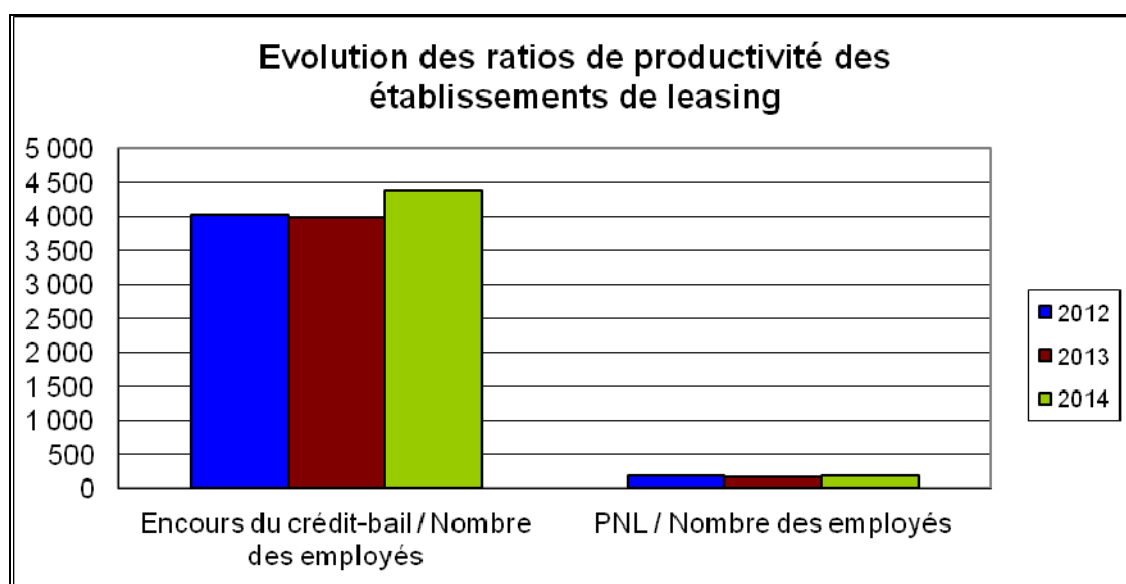
La décélération de la progression du produit net bancaire, en revenant de 13,3% à 10,5%, a impacté l'évolution de ratio de productivité, défini par le rapport entre le produit net bancaire et le nombre d'employés, qui a connu une hausse de 9,1 milliers de dinars seulement contre 13,7 milliers de dinars, pour s'établir à 143,2 milliers de dinars en 2014 contre 134,1 milliers de dinars en 2013 et 120,4 milliers de dinars en 2012.

RATIOS DE PRODUCTIVITE DES ETABLISSEMENTS DE LEASING

En milliers de dinars

Désignation	Etablissements de Leasing ⁽¹⁾			Variations	
	2012	2013	2014	2013/2012	2014/2013
1- Encours du crédit-bail / Nombre d'employés	4 029,7	3 976,9	4 385,3	-52,8	408,4
2- PNL / Nombre d'employés	195,2	175,1	189,0	-20,1	13,9

Source: APTBEF, ⁽¹⁾ TL, CIL, ATL, Attijari Leasing, ML, AIL, Best Lease, El Wifack Leasing et HL.



Après avoir accusé un repli de 52,8 milliers de dinars en 2013, le ratio de productivité du secteur du leasing, mesuré par le rapport entre l'encours du crédit-bail et le nombre d'employés, a enregistré une augmentation de 408,4 milliers de dinars en 2014, pour se situer à 4.385,3 milliers de dinars contre 3.976,9 milliers de dinars en 2013.

Le produit net de leasing s'est accru de 7,8% contre une réduction de 2,7%, tandis-que la croissance des employés a diminué de 0,1% contre une hausse de 8,4%. Conséquemment, le ratio de productivité, défini par le rapport entre le produit net de leasing et le nombre d'employés, s'est amélioré de 13,9 milliers de dinars après avoir connu une baisse de 20,1 milliers de dinars en 2013, pour s'élever à 189 milliers de dinars en 2014 contre 175,1 milliers de dinars en 2013 et 195,2 milliers de dinars en 2012.

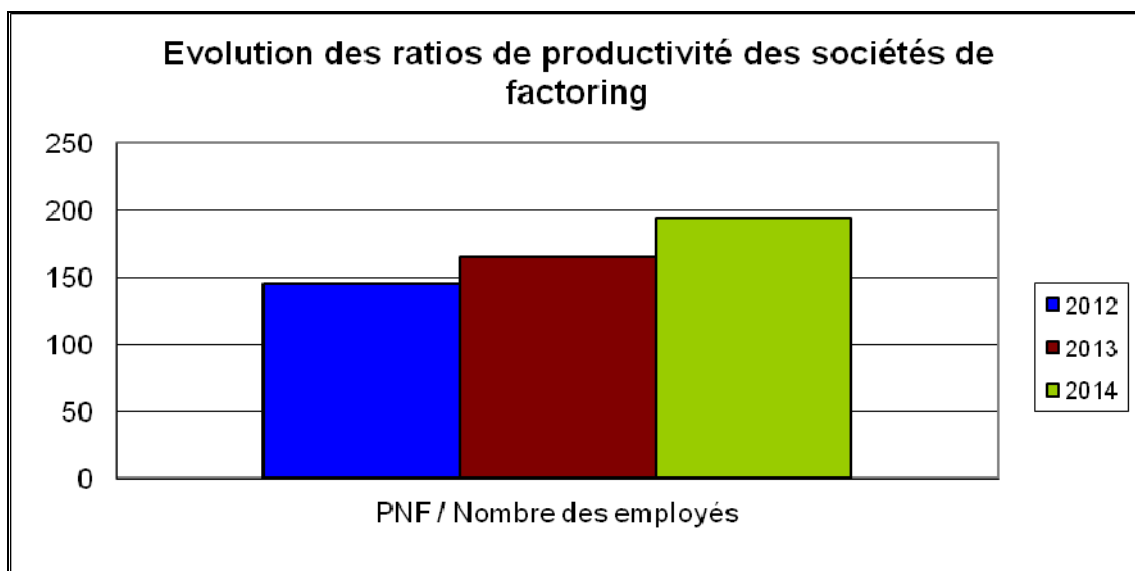
RATIOS DE PRODUCTIVITE DES SOCIETES DE FACTORING

En milliers de dinars

Désignation	Sociétés de Factoring ⁽¹⁾			Variations	
	2012	2013	2014	2013/2012	2014/2013
PNF/ Nombre d'employés	144,9	165,6	194,1	20,7	28,5

Source: APTBEF

⁽¹⁾ Tunisie Factoring et Unifactor.



L'accroissement du produit net de factoring de 10,7% conjugué à la baisse du nombre d'employés de 5,6%, se sont soldés par une progression du ratio de productivité, déterminé par le rapport entre le produit net de factoring et le nombre des employés, de 28,5 milliers de dinars contre 20,7 milliers de dinars une année auparavant pour atteindre 194,1 milliers de dinars en 2014 contre 165,6 milliers de dinars en 2013.

1



ETATS FINANCIERS DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT

ETATS FINANCIERS DES BANQUES

ETAT DES COMPTES DU BILAN DES BANQUES EN 2014

En milliers de dinars

LIBELLE	ATB	BFT	BNA	ATTIL BK	BT	AMEN BK	BIAT	STB	UBCI	UIB	BH	CITIBK	BTK	STUSID BK	QNB	BTE	BZ	BTL	BTS	ABC	BFPME	AL BARAKA BANK	TOTAL	TOTAL SANS AL BARAKA BANK
ACTIF																								
Caisse et avoirs auprès de la BCT, CCP et TGT	94 670	2 203	107 812	222 113	88 372	193 852	411 346	193 975	119 550	197 667	191 930	102 146	29 598	10 032	16 803	30 438	116 482	27 940	2 976	11 099	318	14 021	2 185 343	2 171 322
Créances sur les établissements bancaires et financiers	175 881	3 756	87 042	473 959	139 086	204 020	774 481	139 740	154 651	191 266	222 023	236 147	29 552	14 612	207 091	118 912	212 354	265 711	96 424	280 382	25 322	352 013	4 404 425	4 052 412
Créances sur la clientèle	3 116 562	70 357	6 927 167	3 601 472	3 195 652	6 116 034	5 920 745	5 610 820	2 293 655	3 441 625	4 766 184	87 794	1 321 652	487 865	555 399	531 285	898 154	319 295	751 304	148 084	181 625	625 341	50 968 071	50 342 730
Portefeuille-titres commercial	1 096 332	0	252 739	229 183	258 413	691 714	872 178	395 173	1 864	0	717 933	0	55 033	115 837	18 363	0	10	7 216	0	20 204	0	339 880	5 072 072	4 732 192
Portefeuille d'investissement	405 352	794	517 603	458 853	279 195	587 287	305 288	312 560	190 586	113 516	210 047	25	38 459	48 103	151 580	85 698	5 041	50 041	2 350	52	2 681	26 946	3 792 057	3 765 111
Valeurs immobilisées	64 155	2 849	56 748	147 862	45 389	113 024	212 814	84 084	44 816	42 053	61 650	144	32 150	8 559	26 314	15 139	52 811	19 481	7 551	1 771	476	25 070	1 064 910	1 039 840
Autres actifs	83 320	23 178	147 880	170 894	23 407	88 946	256 375	604 452	32 349	35 535	81 359	13 025	25 393	47 300	30 280	13 268	37 616	6 784	25 822	9 376	9 212	8 564	1 774 335	1 765 771
TOTAL ACTIF	5 036 272	103 137	8 096 991	5 304 336	4 029 514	7 994 877	8 753 227	7 340 804	2 837 471	4 021 662	6 251 126	439 281	1 531 837	732 308	1 005 830	794 740	1 322 468	696 468	886 427	470 968	219 634	1 391 835	69 261 213	67 869 378
PASSIF																								
Banque Centrale, CCP	0	90 846	460 115	90 024	0	427 124	1 578	583 588	139 026	0	0	14 371	50 000	142 038	0	0	0	33 000	2 912	0	0	1 251	2 035 873	2 034 622
Dépôts et avoirs des établissements bancaires et financiers	766 639	146 860	492 642	57 013	241 304	242 599	120 738	234 521	133 321	190 254	270 948	58 989	40 256	26 063	545 625	56 523	10 024	259 918	963	55 064	350	160 230	4 110 844	3 950 614
Dépôts et avoirs de la clientèle	3 555 265	146 168	5 862 975	4 505 932	2 922 394	5 534 662	7 513 761	5 331 978	2 018 524	3 150 880	4 634 049	322 104	854 628	367 408	320 005	470 700	1 151 127	269 774	62 795	302 980	7 603	916 525	50 222 237	49 305 712
Emprunts et ressources spéciales	149 395	1 039	373 471	51 107	82 593	895 487	129 818	490 968	109 935	304 534	862 226	0	381 455	336	352	129 976	7 184	0	755 976	0	150 699	139 803	5 016 354	4 876 551
Autres passifs	67 772	12 207	297 457	191 928	155 270	259 758	317 030	791 969	160 590	108 279	206 492	12 483	43 366	56 136	21 889	11 211	52 529	22 507	21 283	41 923	3 284	11 904	2 867 267	2 855 363
TOTAL PASSIF	4 539 071	397 120	7 486 660	4 896 004	3 401 561	7 359 630	8 082 925	7 433 024	2 561 396	3 753 947	5 973 715	407 947	1 369 705	591 981	887 871	668 410	1 220 864	585 199	843 929	399 967	161 936	1 229 713	64 252 575	63 022 862
CAPITAUX PROPRES																								
Capital	100 000	5 000	160 000	198 741	150 000	122 220	170 000	124 300	100 008	172 800	90 000	25 000	100 000	100 000	160 000	90 000	88 500	100 000	40 000	68 000	100 000	120 000	2 384 569	2 264 569
Dotation de l'Etat	0	0	0	0	0	0	0	117 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	117 000	117 000
Réserves	343 878	900	300 753	132 044	340 518	423 431	397 314	359 791	138 623	89 470	355 795	0	46 893	76 468	647	47 125	28 500	4 699	4 090	277	96	29 765	3 121 077	3 091 312
Actions propres	0	0	-1 367	0	0	0	0	-2 859	0	0	0	0	0	0	0	-840	0	0	0	0	0	0	-5 066	-5 066
Autres capitaux propres	0	2 723	133 000	3 646	49 277	423	3	37 324	226	0	414	0	3 762	0	0	0	0	0	0	0	11 690	0	242 488	242 488
Résultats reportés	12	-272 803	-32 873	3	481	2	609	-748 883	0	-51 171	-59 731	0	1 038	-32 389	-13 017	959	-23 057	517	-5 174	0	-30 925	2 218	-1 264 184	-1 266 402
Modification comptable	0	0	0	0	0	0	0	0	-13 445	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	-1 000	0	-14 445	-14 445
Résultat de l'exercice	53 311	-29 803	50 818	73 898	87 677	89 171	102 376	21 107	30 236	56 616	50 298	6 334	10 439	-3 752	-29 671	-10 914	7 661	6 053	3 582	2 724	-22 163	10 139	566 137	555 998
Résultat de l'exercice	0	0	0	0	0	0	0	0	20 427	0	-159 365	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	-138 938	-138 938
TOTAL CAPITAUX PROPRES	497 201	-293 983	610 331	408 332	627 953	635 247	670 302	-92 220	276 075	267 715	277 411	31 334	162 132	140 327	117 959	126 330	101 604	111 269	42 498	71 001	57 698	162 122	5 008 638	4 846 516
TOTAL PASSIF ET CAPITAUX PROPRES	5 036 272	103 137	8 096 991	5 304 336	4 029 514	7 994 877	8 753 227	7 340 804	2 837 471	4 021 662	6 251 126	439 281	1 531 837	732 308	1 005 830	794 740	1 322 468	696 468	886 427	470 968	219 634	1 391 835	69 261 213	67 869 378

ETAT DES ENGAGEMENTS HORS BILANS DES BANQUES EN 2014

En milliers de dinars

LIBELL	ATB	BFT	BNA	ATTIJ. BK	BT	AMEN BK	BIAT	STB	UBCI	UIB	BH	CITIBK	BTK	STUSID BK	QNB	BTE	BZ	BTL	BTS	ABC	BFPME	AL BARAKA BANK	TOTAL	TOTAL SANS AL BARAKA BANK
PASSIFS EVENTUELS																								
Cautions, avals et autres garanties données en faveur de la clientèle	310 931	30 220	1 208 672	253 094	429 652	592 643	1 306 342	852 078	712 421	503 050	416 500	9 048	201 334	76 637	75 421	50 642	14 238	89 485	880	7 245	0	37 616	7 178 149	7 140 533
Crédits documentaires	344 720	1 460	568 234	142 158	214 260	401 264	367 963	271 599	387 961	97 652	356 765	24 196	86 316	13 423	31 812	34 114	24 179	156 820	0	38 198	0	32 402	3 595 496	3 563 094
Actifs donnés en garantie	627 000	0	460 000	0	155 000	427 000	0	0	0	0	0	0	0	142 000	0	0	0	0	0	0	0	0	1 811 000	1 811 000
TOTAL PASSIFS EVENTUELS	1 282 651	31 680	2 236 906	395 252	798 912	1 420 907	1 674 305	1 123 677	1 100 382	600 702	773 265	33 244	287 650	232 060	107 233	84 756	38 417	246 305	880	45 443	0	70 018	12 584 645	12 514 627
ENGAGEMENTS DONNES																								
Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle	270 170	0	323 760	109 801	170 094	203 512	69 215	145 735	256 794	119 819	1 069 869	58 210	49 851	1 180	23 719	24 338	108 448	5 110	66 057	32 038	27 198	59 720	3 194 638	3 134 918
Engagements sur titres	4 368	0	8 549	38	711	13 798	2 317	3 458	27	0	4 995	0	176	512	0	7 000	0	0	695	0	2 049	0	48 693	48 693
TOTAL ENGAGEMENTS DONNES	274 538	0	332 309	109 839	170 805	217 310	71 532	149 193	256 821	119 819	1 074 864	58 210	50 027	1 692	23 719	31 338	108 448	5 110	66 752	32 038	29 247	59 720	3 243 331	3 183 611
ENGAGEMENTS RECUS																								
Engagements de financement reçus	0	0	0	0	478	155	0	0	0	0	388 385	0	0	5 000	119 657	14 000	0	0	33 582	0	51 605	0	612 862	612 862
Garanties reçues	1 023 490	1 673	2 506 249	1 520 304	1 802 238	1 330 178	2 350 461	1 308 729	1 821 933	675 496	93 180	206 406	20 469	248 025	5 263	356 550	337 371	99 748	584 008	107 245	149 055	525 095	17 073 166	16 548 071
TOTAL ENGAGEMENTS RECUS	1 023 490	1 673	2 506 249	1 520 304	1 802 716	1 330 333	2 350 461	1 308 729	1 821 933	675 496	481 565	206 406	20 469	253 025	124 920	370 550	337 371	99 748	617 590	107 245	200 660	525 095	17 686 028	17 160 933

ETAT DES COMPTES DE RESULTAT DES BANQUES EN 2014

En milliers de dinars

LIBELLE	ATB	BFT	BNA	ATTIJ. BK	BT	AMEN BK	BIAT	STB	UBCI	UIB	BH	CITIBK	BTK	STUSID BK	QNB	BTE	BZ	BTL	BTS	ABC	BFPME	AL BARAKA BANK	TOTAL	TOTAL SANS AL BARAKA BANK
PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE																								
Intérêts et revenus assimilés	207 009	9 175	494 179	263 408	236 143	446 390	454 188	394 529	157 456	245 928	342 385	13 351	96 351	34 086	38 242	35 369	64 882	22 845	21 236	12 471	8 265	47 180	3 645 068	3 597 888
Commissions en produits	46 629	1 158	55 919	76 293	42 662	66 712	109 954	60 246	42 829	55 555	54 622	1 701	15 570	8 423	4 144	8 674	13 371	8 919	3 849	3 444	1 151	7 387	689 212	681 825
Gains sur portefeuille-titres commercial et opérations financières	66 984	245	23 822	40 714	20 976	49 670	107 558	31 576	11 880	9 988	45 250	9 981	5 831	7 417	3 849	1 783	3 916	2 146	11	723	0	8 516	452 836	444 320
Revenus du portefeuille d'investissement	15 364	87	22 835	13 794	17 437	24 181	8 248	13 346	7 418	4 968	1 121	0	7 036	3 770	8 093	2 732	0	1 473	0	0	0	1 058	152 961	151 903
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	335 986	10 665	596 755	394 209	317 218	586 953	679 948	499 697	219 583	316 439	443 378	25 033	124 788	53 696	54 328	48 558	82 169	35 383	25 096	16 638	9 416	64 141	4 940 077	4 875 936
CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE																								
Intérêts encourus et charges assimilées	153 523	19 731	246 303	127 155	119 681	327 040	187 491	232 377	66 017	116 669	192 669	6 138	60 934	24 587	17 292	21 083	23 410	12 441	2 134	3 783	3 716	23 234	1 987 408	1 964 174
Commissions encourues	8 793	4	1 699	4 382	1 092	7 229	5 063	4 977	3 096	3 052	4 788	0	424	0	245	333	838	176	0	302	977	1 738	49 208	47 470
Pertes sur portefeuille titres commercial et opérations financières	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	6 093	0	0	70	0	0	0	0	6 163	6 163
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	162 316	19 735	248 002	131 537	120 773	334 269	192 554	237 354	69 113	119 721	197 457	6 138	61 358	24 587	23 630	21 416	24 248	12 687	2 134	4 085	4 693	24 972	2 042 779	2 017 807
PRODUIT NET BANCAIRE	173 670	-9 070	348 753	262 672	196 445	252 684	487 394	262 343	150 470	196 718	245 921	18 895	63 430	29 109	30 698	27 142	57 921	22 696	22 962	12 553	4 723	39 169	2 897 298	2 858 129
Dotations aux provisions et résultat des corrections de valeurs sur créances hors bilan et passif	-13 020	-9 550	-102 855	-13 470	-20 970	-65 685	-81 015	-76 909	-10 310	-12 822	-74 323	-610	-15 683	-12 397	-33 021	-17 524	-6 938	-1 375	-2 822	-233	-19 573	-1 243	-592 348	-591 105
Dotations aux provisions et résultat des corrections de valeurs sur portefeuille d'investissement	-3 534	0	-2 836	520	-4 946	2 062	-6 823	-13 384	-215	1 141	-15 972	0	191	-7	-623	-704	0	187	0	0	288	-243	-44 898	-44 655
Autres produits d'exploitation	105	10	747	5 161	882	1 966	7 068	5 419	2 900	117	16 429	0	880	113	3	15	38	0	113	310	120	20	42 416	42 396
Frais de personnel	59 419	9 090	144 628	87 347	47 325	68 872	164 744	107 999	68 108	73 015	88 632	4 272	21 414	13 531	15 766	12 498	25 706	10 587	11 700	6 125	5 678	16 118	1 062 574	1 046 456
Charges générales d'exploitation	31 901	1 800	30 304	31 962	14 418	17 186	51 759	27 160	24 747	21 123	23 376	3 398	11 432	6 591	8 868	6 002	11 489	3 377	3 523	3 475	1 677	6 083	341 651	335 568
Dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations	10 805	279	5 150	15 942	5 997	5 753	29 883	6 346	9 595	7 901	8 843	29	5 189	1 375	1 952	1 631	5 896	1 637	1 119	315	295	2 271	128 203	125 932
RESULTAT D'EXPLOITATION	55 096	-29 779	63 727	119 632	103 671	99 216	160 238	35 964	40 395	83 115	51 204	10 586	10 783	-4 679	-29 529	-11 202	7 930	5 907	3 911	2 715	-22 092	13 231	770 040	756 809
Solde en gain / perte provenant des autres éléments ordinaires	760	0	-32	-1 628	2 364	-1 507	-3 892	1 205	-228	1 769	3	-11	-19	1 035	0	390	6	220	3	25	-52	-46	365	411
Impôts sur les bénéfices	2 545	24	12 877	44 106	18 358	8 538	53 970	16 062	9 931	28 643	909	4 241	325	108	142	102	262	74	332	16	19	3 046	204 630	201 584
RESULTAT DES ACTIVITES ORDINAIRES	53 311	-29 803	50 818	73 898	87 677	89 171	102 376	21 107	30 236	56 241	50 298	6 334	10 439	-3 752	-29 671	-10 914	7 674	6 053	3 582	2 724	-22 163	10 139	565 775	555 636
Solde en gain / perte provenant des éléments extraordinaires	0	0	0	0	0	0	0	0	0	375	0	0	0	0	0	0	-13	0	0	0	0	0	362	362
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	53 311	-29 803	50 818	73 898	87 677	89 171	102 376	21 107	30 236	56 616	50 298	6 334	10 439	-3 752	-29 671	-10 914	7 661	6 053	3 582	2 724	-22 163	10 139	566 137	555 998
Effets des modifications comptables	0	0	0	0	0	0	0	0	761	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	-1 000	0	-239	-239
RESULTAT APRES MODIFICATIONS COMPTABLES	53 311	-29 803	50 818	73 898	87 677	89 171	102 376	21 107	30 997	56 616	50 298	6 334	10 439	-3 752	-29 671	-10 914	7 661	6 053	3 582	2 724	-23 163	10 139	565 898	555 759

ETAT DES COMPTES DES FLUX DE TRESORERIE DES BANQUES EN 2014

En milliers de dinars

LIBELLE	ATB	BFT	BNA	ATTIJ. BK	BT	AMEN BK	BIAT	STB	UBCI	UIB	BH	CITIBK	BTK	STUSID BK	QNB	BTE	BZ	BTL	BTS	ABC	BFPME	AL BARAKA BANK	TOTAL	TOTAL SANS AL BARAKA BANK	
ACTIVITES D'EXPLOITATION																									
Produits d'exploitation bancaire encaissés (hors revenus du portefeuille d'investissement)	541 926	10 127	559 693	366 757	291 761	510 397	674 992	509 440	211 806	312 657	427 094	24 992	129 700	50 284	44 438	49 695	68 578	33 910	24 540	16 949	7 145	14 337	4 881 218	4 866 881	
Charges d'exploitation bancaire décaissées	-145 165	-19 785	-245 352	-131 850	-115 625	-323 175	-187 780	-238 343	-69 737	-118 535	-187 553	-6 370	-108 723	-30 270	-27 421	-22 544	-24 292	-26 431	-32	-3 889	-6 743	-7 477	-2 047 092	-2 039 615	
Prêts et avances / Remboursement prêts et avances accordés à des établissements financiers	0	0	0	0	0	0	0	0	-2 948	0	-24 097	0	0	0	0	0	-28 485	0	0	0	0	-59 731	-115 261	-55 530	
Dépôts / Retraits de dépôts auprès d'autres établissements bancaires et financiers	-11 669	0	-22 700	8 844	-145 660	26 260	348 133	8 797	72	-115	423	-5 090	0	-7 131	-55 764	0	-1 691	-6 234	0	0	6	-6 511	129 970	136 481	
Prêts et avances / Remboursement prêts et avances accordés à la clientèle	-910	22 067	-410 618	-212 838	-142 531	-697 714	-396 963	-243 435	-172 744	-306 446	-676 839	-24 620	-135 800	-28 448	-114 098	-78 204	-247 355	25 438	-56 351	-53 286	-23 852	-175 279	-4 150 826	-3 975 547	
Dépôts / Retraits de dépôts de la clientèle	-166 928	-27 196	340 367	456 539	237 138	558 412	346 085	159 268	110 868	191 698	553 104	-35 879	-176	46 080	8 244	12 336	283 903	60 360	4 425	28 269	877	143 175	3 310 969	3 167 794	
Encaissement / Restitutions d'avances SOTUGAR	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 884	0	2 884	2 884	
Acquisitions / Cessions des Titres de placement / Titres de transaction	3 784	0	-146	132 354	-78 795	-210 352	470	-131 010	850	0	-30 357	0	-5 089	-22 485	0	0	0	15	0	-14 000	0	-15 815	-370 576	-354 761	
Sommes versées au personnel et créditeurs divers	-53 372	-10 831	-140 767	-96 109	-51 394	-72 986	-246 195	-110 285	-58 745	-90 631	-60 864	-3 637	-16 331	-19 219	-15 790	-23 492	-37 003	6 078	-11 252	-5 785	-5 736	16 050	-1 108 296	-1 124 346	
Sommes reçues des débiteurs divers	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	223 453	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	223 453	223 453	
Autres flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation	-78 472	-5 231	9 554	74 926	15 253	65 154	112 273	45 831	9 998	1 577	39 083	-5 411	-20 230	15 086	-15 370	-5 005	5 329	14 607	-4 248	-4 169	287	26 518	297 340	270 822	
Impôts sur les sociétés	-1 421	-28	-12 770	-26 656	-19 505	-6 249	-57 206	-1 238	-8 162	-35 265	-732	-4 239	0	-107	-171	-109	-212	-74	-35	-16	0	-1 501	-175 696	-174 195	
FLUX DE TRESORERIE NET PROVENANT DES ACTIVITES D'EXPLOITATION	87 773	-30 877	77 261	571 967	-9 358	-150 253	593 809	-975	21 258	-45 060	262 715	-60 254	-156 649	3 790	-175 932	-67 323	18 772	107 669	-42 953	-35 927	-25 132	-66 234	878 087	944 321	
ACTIVITES D'INVESTISSEMENT																									
Intérêts et dividendes encaissés sur portefeuille d'investissement	14 655	87	19 974	-26	16 687	30 775	7 701	10 721	6 506	3 360	1 122	0	5 295	1 312	6 578	39	0	0	0	0	0	0	0	124 786	124 786
Acquisitions / Cessions sur portefeuille d'investissement	-41 738	0	-118 420	-369 324	-38 706	-41 326	-75 944	-52 494	-42 970	-64 736	2 318	0	-344	276	-45 588	-17 574	-338	-9 087	0	0	0	-2 379	-918 374	-915 995	
Acquisitions / Cessions sur immobilisations	-13 477	-91	-6 262	-7 502	-12 964	-7 012	-55 331	-6 972	-8 066	-5 862	-7 493	-107	-9 234	-1 983	-9 681	-2 514	-9 952	-9 674	-2 051	-319	-12	-9 561	-186 120	-176 559	
Gains et plus-values sur titres de participations	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	1	
FLUX DE TRESORERIE NET PROVENANT DES ACTIVITES D'INVESTISSEMENT	-40 560	-4	-104 707	-376 852	-34 983	-17 563	-123 574	-48 745	-44 530	-67 238	-4 053	-107	-4 283	-395	-48 691	-20 049	-10 290	-18 761	-2 051	-319	-12	-11 940	-979 707	-967 767	
ACTIVITES DE FINANCEMENT																									
Emission d'actions	0	0	0	0	0	0	0	0	0	149 600	0	0	9 470	0	100 000	0	37 000	0	0	40 752	0	0	336 822	336 822	
Emission / Remboursement d'emprunts	-7 514	-329	-3 335	-6 000	0	-26 696	47 059	-34 385	0	-28 277	-57 448	0	27 585	0	0	-10 250	-2 059	0	-4 964	0	0	0	-106 613	-106 613	
Augmentation / diminution des ressources spéciales	-10 675	0	-17 219	-8 121	38 336	76 835	-7 752	6 293	-5 313	1 019	11 953	0	157 921	-78	0	-4 816	0	0	33 216	0	19 137	0	290 736	290 736	
Dividendes versés et autres distributions	-22 000	0	-31	-53 263	-39 000	-22 457	-42 500	0	0	0	0	-4 194	0	0	-449	-1 608	-29	0	0	0	0	-4 924	-190 455	-185 531	
Mouvements sur fond social et de retraite	0	0	0	0	0	74	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	-323	0	0	0	0	-249	-249	
FLUX DE TRESORERIE NET PROVENANT DES ACTIVITES DE FINANCEMENT	-40 189	-329	-20 585	-67 384	-664	27 756	-3 193	-28 092	-5 313	122 342	-45 495	-4 194	194 976	-78	99 551	-16 674	34 912	-323	28 252	40 752	19 137	-4 924	330 241	335 165	
ACTIVITES DE FINANCEMENT																									
Incidence des var. des taux de change sur les liquidités et équivalents de liquidités	-43	0	0	0	0	0	41 571	0	0	0	7 946	0	0	0	404	0	0	0	0	0	0	0	49 878	49 878	
Var. nette des liquidités et équivalents de liquidités au cours de l'exercice	6 981	-31 210	-48 031	127 731	-45 005	-140 060	508 613	-77 812	-28 585	10 044	221 113	-64 555	34 044	3 317	-125 072	-104 046	43 394	88 585	-16 752	4 506	-6 007	-83 098	278 095	361 193	
Liquidités et équivalents de liquidités en début d'exercice	125 345	-200 537	-501 485	324 349	144 342	-252 064	1 298 156	-311 355	24 753	189 037	749 548	332 857	-84 517	-120 711	-210 112	185 672	91 271	-55 757	112 794	137 528	31 645	-4 471	2 006 288	2 010 759	
LIQUIDITES ET EQUIVALENTS DE LIQUIDITES EN FIN D'EXERCICE	132 326	-231 747	-549 516	452 080	99 337	-392 124	1 806 769	-389 167	-3 832	199 081	970 661	268 302	-50 473	-117 394	-334 780	81 626	134 665	32 828	96 042	142 034	25 638	-87 569	2 284 787	2 372 356	

ETATS FINANCIERS DES ETABLISSEMENTS DE LEASING

ETAT DES COMPTES DU BILAN DES ORGANISMES DE LEASING EN 2014

En milliers de dinars

LIBELLE	TL	CIL	ATL	ATTIJARI LEASING	ML	AIL	BEST LEASE	EL WIFACK LEASING	HL	TOTAL
ACTIF										
Caisse et avoirs auprès des banques	0	11 238	0	10 671	0	0	0	0	0	21 909
Liquidités et équivalents de liquidités	3 879	0	13 772	0	4 157	14 446	2 928	1 080	3 506	43 768
Créances sur la clientèle	565 699	351 176	396 926	403 796	191 054	196 152	167 240	241 205	350 684	2 863 932
Acheteurs factorés	0	0	0	10 029	0	0	0	0	0	10 029
Portefeuille-titres commercial	979	500	0	16 334	0	5 000	0	86	1 257	24 156
Portefeuille d'investissement	51 297	20 450	17 133	4 304	5 202	3 200	630	6 878	5 557	114 651
Valeurs immobilisées	11 301	2 658	4 192	3 645	1 762	268	3 893	4 093	3 665	35 477
Autres actifs	9 552	4 523	5 340	4 890	8 498	5 024	996	3 022	2 894	44 739
TOTAL DES ACTIFS	642 707	390 545	437 363	453 669	210 673	224 090	175 687	256 364	367 563	3 158 661
PASSIF										
Concours bancaires et dettes rattachées	230	0	0	760	0	4 388	0	2 569	2 350	10 297
Emprunts et ressources spéciales	471 876	313 284	334 604	385 182	167 080	182 666	122 155	192 051	289 262	2 458 160
Comptes courants des Adhérents	0	0	0	1 785	0	0	0	0	0	1 785
Dettes envers les établissements financiers	0	0	0	0	129	0	0	0	0	129
Dettes envers la clientèle	12 905	3 006	4 420	7 020	2 074	2 795	2 969	3 240	4 587	43 016
Fournisseurs et comptes rattachés	23 340	11 260	22 893	18 767	7 833	6 781	2 226	11 727	22 828	127 655
Provisions pour passifs et charges	1 182	0	0	0	0	0	101	0	0	1 283
Autres passifs	6 463	4 654	3 027	2 960	2 526	1 760	4 033	2 497	2 605	30 525
TOTAL DES PASSIFS	515 996	332 204	364 944	416 474	179 642	198 390	131 484	212 084	321 632	2 672 850
CAPITAUX PROPRES										
Capital social	43 000	25 000	25 000	21 250	20 000	15 000	30 000	20 000	28 700	227 950
Prime d'émission	0	0	0	0	0	0	0	9 500	8 830	18 330
Réserves	61 728	24 598	38 815	6 192	5 491	7 536	11 761	9 695	4 391	170 207
Fonds pour risques bancaires géré	0	0	0	0	0	0	0	220	0	220
Actions propres	0	-2 841	0	0	0	0	-2 508	0	-1 199	-6 548
Autres capitaux propres	0	0	0	0	3 500	0	511	628	0	4 639
Résultats reportés	10 250	3 456	2 506	4 302	1 519	444	259	75	2 084	24 895
Effets des modifications comptables	0	0	0	-552	-388	0	0	0	0	-940
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES AVANT RESULTAT	114 978	50 213	66 321	31 192	30 122	22 980	40 023	40 118	42 806	438 753
Résultat net de l'exercice	11 733	8 128	6 098	6 003	909	2 720	4 180	4 162	3 125	47 058
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES	126 711	58 341	72 419	37 195	31 031	25 700	44 203	44 280	45 931	485 811
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET DES PASSIFS	642 707	390 545	437 363	453 669	210 673	224 090	175 687	256 364	367 563	3 158 661

ETAT DES ENGAGEMENTS HORS BILANS DES ORGANISMES DE LEASING EN 2014

En milliers de dinars

LIBELLE	TL	CIL	ATL	ATTIJARI LEASING	ML	AIL	BEST LEASE	EL WIFACK LEASING	HL	TOTAL
PASSIFS EVENTUELS										
Cautions, avals et autres garanties données en faveur de la clientèle	5 698	0	0	0	0	0	0	0	0	5 698
TOTAL PASSIFS EVENTUELS	5 698	0	0	0	0	0	0	0	0	5 698
ENGAGEMENTS DONNES										
Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle	18 246	10 455	5 908	13 040	10 031	2 272	6 387	13 821	20 780	100 940
Engagements sur titres	6 067	0	0	0	0	0	0	0	0	6 067
Engagements sur intérêts et commissions sur emprunts	0	45 009	30 539	43 554	0	14 758	9 927	0	31 410	175 197
Engagements de factoring	0	0	0	3 156	0	0	0	0	0	3 156
TOTAL ENGAGEMENTS DONNES	24 313	55 464	36 447	59 750	10 031	17 030	16 314	13 821	52 190	285 360
ENGAGEMENTS RECUS										
Cautions reçues	0	161 536	0	0	0	0	0	0	259 715	421 251
Avals reçus	0	0	15 539	0	0	0	0	0	4 250	19 789
Garanties reçues	2 439	0	12 353	788	2 500	3 143	159	24 518	1 003	46 903
Intérêts et échoir sur contrats actifs	81 455	55 317	64 042	63 055	33 069	31 925	32 753	37 353	53 614	452 583
Valeurs des biens donnés en leasing	0	280 292	0	452 312	160 834	226 732	0	0	440 137	1 560 307
TOTAL ENGAGEMENTS RECUS	83 894	497 145	91 934	516 155	196 403	261 800	32 912	61 871	758 719	2 500 833
ENGAGEMENTS RECIPROQUES										
Engagements sur titres	2 240	0	0	0	0	0	0	0	0	2 240
Emprunts obtenues non encore encaissés	0	11 000	1 223	11 000	0	0	0	0	7 000	30 223
Crédits consentis non encore versés	0	0	9 593	0	0	0	0	0	0	9 593
Opérations de portage	0	0	217	0	0	0	0	0	0	217
Effets escomptés sur la clientèle	0	0	0	0	0	0	0	0	8	8
TOTAL ENGAGEMENTS RECIPROQUES	2 240	11 000	11 033	11 000	0	0	0	0	7 008	42 281

ETAT DES COMPTES DE RESULTAT DES ORGANISMES DE LEASING EN 2014

En milliers de dinars

LIBELLE	TL	CIL	ATL	ATTIJARI LEASING	ML	AIL	BEST LEASE	EL WIFACK LEASING	HL	TOTAL
PRODUITS D'EXPLOITATION										
Intérêts et produits assimilés de leasing	52 409	35 878	37 846	35 992	16 044	18 179	15 378	21 521	32 100	265 347
Variation des produits réservés	-557	0	0	0	-12	0	-61	-94	0	-724
Intérêts de retard	0	0	0	0	0	0	0	759	0	759
Autres produits d'exploitation	839	319	315	1 987	1 061	292	826	1 553	26	7 218
Revenus de factoring	0	0	0	887	0	0	0	0	0	887
TOTAL DES PRODUITS DE D'EXPLOITATION	52 691	36 197	38 161	38 866	17 093	18 471	16 143	23 739	32 126	273 487
Charges financières nettes	30 280	19 122	20 211	22 734	9 691	11 553	6 818	11 981	19 067	151 457
Commissions encourues	0	0	0	64	0	0	0	0	0	64
Produits des placements	6 602	734	460	461	78	432	0	152	161	9 080
PRODUIT NET DE LEASING	29 013	17 809	18 410	16 529	7 480	7 350	9 325	11 910	13 220	131 046
Charges de personnel	7 505	3 788	4 206	3 654	2 448	1 945	2 162	3 168	3 991	32 867
Autres charges d'exploitation	4 553	1 884	2 595	2 481	1 948	948	1 188	1 909	2 639	20 145
Dotations nettes aux provisions sur risques clients et résultat des créances radiées	-888	-1 493	-1 263	-2 515	-1 974	-874	-697	-1 113	-1 885	-12 702
Dotations nettes aux provisions pour dépréciation des titres	25	33	-88	0	-71	0	0	-100	119	-82
Dotations nettes aux provisions pour risques divers	20	112	0	-3	-32	0	0	0	50	147
Dotations aux provisions pour dépréciation des autres actifs	0	17	0	0	0	0	-175	-157	0	-315
Dotations aux amortissements des immobilisations propres	1 317	409	477	303	341	93	350	268	608	4 166
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION	14 218	7 736	8 629	8 956	6 814	3 860	4 572	6 715	9 292	70 792
RESULTAT D'EXPLOITATION	14 795	10 073	9 781	7 573	666	3 490	4 753	5 195	3 928	60 254
Autres gains ordinaires	542	60	129	355	442	218	344	604	67	2 761
Autres pertes ordinaires	470	4	84	3	14	0	63	0	40	678
RESULTAT DES ACTIVITES ORDINAIRES AVANT IMPOTS	14 867	10 129	9 826	7 925	1 094	3 708	5 034	5 799	3 955	62 337
Reprises sur provisions pour impôts différés	52	0	0	0	0	0	0	0	0	52
Impôts sur les bénéfices	3 186	2 001	3 728	1 922	185	988	854	1 637	830	15 331
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	11 733	8 128	6 098	6 003	909	2 720	4 180	4 162	3 125	47 058
Effets des modifications comptables	0	0	0	0	-388	0	0	0	0	-388
RESULTAT APRES MODIFICATIONS COMPTABLES	11 733	8 128	6 098	6 003	521	2 720	4 180	4 162	3 125	46 670

ETAT DES COMPTES DES FLUX DE TRESORERIE DES ORGANISMES DE LEASING EN 2014

En milliers de dinars

LIBELLE	TL	CIL	ATL	ATTIJARI LEASING	ML	AIL	BEST LEASE	EL WIFACK LEASING	HL	TOTAL
FLUX DE TRESORERIE LIES A L'EXPLOITATION										
Encaissements reçus des clients de leasing	374 464	243 941	252 886	249 021	106 060	116 741	96 741	145 905	245 898	1 831 657
Encaissements reçus des acheteurs factorés	0	0	0	25 883	0	0	0	4 310	0	30 193
Financements des adhérents	0	0	0	-28 715	0	0	0	0	0	-28 715
Décaissements pour financement de contrats de leasing	-324 182	-221 833	-234 525	-240 049	-127 252	-118 582	-102 636	-165 377	-267 351	-1 801 787
Sommes versées aux Fournisseurs, Autres Crédeurs et au Personnel	-13 280	-5 589	-2 148	-5 701	-2 232	-3 250	-1 894	-4 481	-6 268	-44 843
Intérêts perçus	0	0	251	0	0	0	0	0	0	251
Intérêts payés	-27 572	-19 595	-18 886	-21 667	-9 814	-11 100	-5 909	-11 079	-17 279	-142 901
Acquisitions / Cessions des Titres de placement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Impôts et taxes payés	-10 945	-7 625	-11 424	-2 415	-57	-3 015	-2 969	-3 728	-891	-43 069
Restitution de TVA	0	0	0	0	0	0	0	2 433	0	2 433
Autres flux de trésorerie	6 182	141	-7 315	-14 303	-1 227	52	-2 723	-731	239	-19 685
FLUX DE TRESORERIE PROVENANT DES ACTIVITES D'EXPLOITATION	4 667	-10 560	-21 161	-37 946	-34 522	-19 154	-19 390	-32 748	-45 652	-216 466
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX ACTIVITES D'INVESTISSEMENT										
Dividendes reçus sur placements à long terme	0	0	97	0	0	0	0	0	0	97
Produits perçus des fonds à capital risque confiés en gestion pour compte	0	0	387	0	0	0	0	0	0	387
Décaissements provenant de l'acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	-1 075	-146	-579	-260	-368	-109	-232	-1 043	-523	-4 335
Encaissements provenant de la cession d'immobilisations corporelles et incorporelles	17	13	110	45	48	26	439	10	67	775
Décaissements provenant de l'acquisition d'immobilisations financières	-4 009	-3 434	-600	-2 000	0	-1 186	0	-1 812	-1 988	-15 029
Encaissements provenant de la cession d'immobilisations financières	1 248	3 723	984	0	0	18	0	39	0	6 012
FLUX DE TRESORERIE PROVENANT DES ACTIVITES D'INVESTISSEMENT	-3 819	156	399	-2 215	-320	-1 251	207	-2 806	-2 444	-12 093
ACTIVITES DE FINANCEMENT										
Décaissements suite au rachat d'actions propres	0	-475	0	0	0	0	-2 329	0	-1 200	-4 004
Encaissement suite à l'émission d'actions	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dividendes et autres distributions	-8 298	-3 692	-5 000	-2 613	0	-1 500	-2 999	-2 400	-1 722	-28 224
Encaissements provenant des emprunts	347 395	247 234	81 840	171 048	272 350	169 893	89 100	97 643	461 280	1 937 783
Remboursement d'emprunts	-318 213	-229 269	-58 908	-141 809	-237 119	-144 632	-60 928	-64 467	-413 953	-1 669 298
Flux liés au financement à court terme	-10 000	0	0	21 370	0	0	0	0	0	11 370
FLUX DE TRESORERIE PROVENANT DES ACTIVITES DE FINANCEMENT	10 884	13 798	17 932	47 996	35 231	23 761	22 844	30 776	44 405	247 627
Trésorerie au début de l'exercice	-8 084	7 844	16 602	2 075	3 640	11 702	-1 560	3 376	4 847	40 442
Trésorerie à la clôture de l'exercice	3 648	11 238	13 772	9 910	4 029	15 058	2 101	-1 402	1 156	59 510
VARIATIONS DE TRESORERIE	11 732	3 394	-2 830	7 835	389	3 356	3 661	-4 778	-3 691	19 068

ETATS FINANCIERS DES SOCIETES DE FACTORING

ETAT DES COMPTES DU BILAN DES ORGANISMES DE FACTORING EN 2014

En milliers de dinars

LIBELLE	Tunisie Factoring	UNIFACTOR	TOTAL
ACTIFS			
ACTIFS NON COURANTS			
Immobilisations incorporelles	3 858	957	4 815
Amortissements (-)	-2 573	-233	-2 806
Immobilisations incorporelles nettes	1 285	724	2 009
Immobilisations corporelles	1 418	2 126	3 544
Amortissements (-)	-1 027	-1 168	-2 195
Immobilisations corporelles nettes	391	958	1 349
Immobilisations financières	679	3 633	4 312
Provisions (-)	0	0	0
Immobilisations financières nettes	679	3 633	4 312
Autres actifs non courants	127	96	223
TOTAL DES ACTIFS NON COURANTS	2 482	5 411	7 893
ACTIFS COURANTS			
Affacturages et comptes rattachés	126 704	131 347	258 051
Provisions et agios réservés (-)	-5 154	-13 381	-18 535
Affacturages et comptes rattachés nets	121 550	117 966	239 516
Autres actifs courants	790	1 120	1 910
Placements et autres actifs financiers	2 450	0	2 450
Liquidités et équivalents de liquidités	1	107	108
TOTAL DES ACTIFS COURANTS	124 791	119 193	243 984
TOTAL DES ACTIFS	127 273	124 604	251 877
CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS			
CAPITAUX PROPRES			
Capital social	10 000	15 000	25 000
Réserves	1 000	3 293	4 293
Autres capitaux propres	1 112	0	1 112
Résultats reportés	6 031	642	6 673
Modifications comptables	0	0	0
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES AVANT RESULTAT	18 143	18 935	37 078
Résultat net de l'exercice	1 681	2 911	4 592
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES	19 824	21 846	41 670
PASSIFS			
PASSIFS NON COURANTS			
Emprunts	21 169	14 000	35 169
Fonds de garantie	0	20 686	20 686
Provisions	1 508	352	1 860
TOTAL DES PASSIFS NON COURANTS	22 677	35 038	57 715
PASSIFS COURANTS			
Adhérents et comptes rattachés	41 150	7 791	48 941
Autres passifs courants	2 918	5 433	8 351
Concours bancaires et autres passifs	40 704	54 496	95 200
TOTAL DES PASSIFS COURANTS	84 772	67 720	152 492
TOTAL DES PASSIFS	107 449	102 758	210 207
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET DES PASSIFS	127 273	124 604	251 877

ETAT DES ENGAGEMENTS HORS BILANS DES ORGANISMES DE FACTORING EN 2014

En milliers de dinars

LIBELLE	Tunisie Factoring	UNIFACTOR	TOTAL
ENGAGEMENTS DONNES			
Engagements de financement donnés (disponible finançable)	4 549	0	4 549
Engagements de financements par billets à ordre	6 450	0	6 450
Engagements d'aval de traites donnés aux adhérents	95	0	95
Garanties données au titre des contrats sans recours	13 626	16 517	30 143
Engagements sur titres	560	0	560
TOTAL ENGAGEMENTS DONNES	25 280	16 517	41 797
ENGAGEMENTS RECUS			
Garanties reçues des correspondants étrangers	91	0	91
Garanties reçues des adhérents	80 338	3 168	83 506
Garanties reçues de l'assureur crédit	13 626	15 310	28 936
Engagements de financements reçus	41 661	0	41 661
Garanties reçues des banques	0	0	0
Caution bancaire	0	0	0
Emprunts obtenus non encore encaissés	18 000	0	18 000
TOTAL ENGAGEMENTS RECUS	153 716	18 478	172 194

ETAT DES COMPTES DE RESULTAT DES ORGANISMES DE FACTORING EN 2014

En milliers de dinars

LIBELLE	Tunisie Factoring	UNIFACTOR	TOTAL
PRODUITS D'EXPLOITATION D'AFFACTURAGE			
Commissions d'affacturage	4 253	4 131	8 384
Intérêts de financement	7 951	0	7 951
Produits financiers de mobilisation	0	8 008	8 008
Autres produits financiers de placement	0	91	91
Autres commissions de factoring	228	0	228
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION D'AFFACTURAGE	12 432	12 230	24 662
Charges financières nettes	3 595	4 122	7 717
Commissions encourues	511	0	511
Produits des placements	29	0	29
PRODUIT NET D'AFFACTURAGE	8 355	8 108	16 463
CHARGES D'EXPLOITATION			
Frais généraux	0	1 284	1 284
Frais du personnel	2 385	2 290	4 675
Dotations aux amortissements et aux provisions	1 908	285	2 193
Provisions nettes aux comptes affacturages	0	700	700
Autres produits d'exploitation	0	96	96
Autres charges d'exploitation	1 308	0	1 308
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION	5 601	4 463	10 064
RESULTAT D'EXPLOITATION	2 754	3 645	6 399
Autres gains ordinaires	70	0	70
Autres pertes ordinaires	3	0	3
RESULTAT DES ACTIVITES ORDINAIRES AVANT IMPOTS	2 821	3 645	6 466
Impôts sur les bénéfices	1 140	734	1 874
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	1 681	2 911	4 592
Effets des modifications comptables	0	0	0
RESULTAT APRES MODIFICATIONS COMPTABLES	1 681	2 911	4 592

ETAT DES COMPTES DES FLUX DE TRESORERIE DES ORGANISMES DE FACTORING EN 2014

En milliers de dinars

LIBELLE	Tunisie Factoring	UNIFACTOR	TOTAL
FLUX DE TRESORERIE LIES A L'EXPLOITATION			
Encaissements reçus des acheteurs factorés	321 543	308 878	630 421
Financements des adhérents	-312 300	-302 008	-614 308
Encaissements provenant des crédits à court terme	103 317	89 060	192 377
Remboursements des crédits à court terme	-119 848	-85 080	-204 928
Sommes versées aux Fournisseurs, Autres Créditeurs et au Personnel	-4 429	-4 785	-9 214
Intérêts payés	-4 151	-4 022	-8 173
Revenus des placements	0	36	36
Impôts et taxes payés	-1 938	0	-1 938
FLUX DE TRESORERIE PROVENANT DE L'EXPLOITATION	-17 806	2 079	-15 727
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX ACTIVITES D'INVESTISSEMENT			
Décaissements provenant de l'acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	-307	-914	-1 221
Encaissements provenant de la cession d'immobilisations corporelles et incorporelles	0	49	49
Décaissements provenant de l'acquisition d'immobilisations financières	0	-1 830	-1 830
Encaissements provenant de la cession d'immobilisations financières	273	0	273
FLUX DE TRESORERIE PROVENANT DES ACTIVITES D'INVESTISSEMENT	-34	-2 695	-2 729
ACTIVITES DE FINANCEMENT			
Encaissement suite à l'émission d'actions	0	0	0
Dividendes et autres distributions	-600	-970	-1 570
Encaissements d'emprunts	20 000	0	20 000
Remboursement d'emprunts	-4 607	-6 000	-10 607
FLUX DE TRESORERIE PROVENANT DES ACTIVITES DE FINANCEMENT	14 793	-6 970	7 823
Trésorerie au début de l'exercice	-3 047	-7 586	-10 633
Trésorerie à la clôture de l'exercice	-6 980	-8 775	-15 755
VARIATIONS DE TRESORERIE	-10 027	-16 361	-26 388

ETATS FINANCIERS DES BANQUES OFFSHORES

ETAT DES COMPTES DU BILAN DES BANQUES OFFSHORES EN 2014

En milliers de dinars

LIBELLE	NAIB
ACTIF	
Caisse et avoirs auprès de la BC et CCP	5 200
Créances sur les établissements bancaires et financiers	384 948
Créances sur la clientèle	83 016
Portefeuille-titres commercial	246
Portefeuille d'investissement	1 339
Valeurs immobilisées	6 063
Autres actifs	5 430
TOTAL ACTIF	486 242
PASSIF	
Banques Centrale, CCP	0
Dépôts et avoirs des établissements bancaires et financiers	164 363
Dépôts et avoirs de la clientèle	369 046
Emprunts et ressources spéciales	0
Autres passifs	80 640
TOTAL PASSIF	614 049
CAPITAUX PROPRES	
Capital	54 945
Réserves	31 719
Résultats reportés	-117 851
Autres capitaux propres	-94 414
Résultats de l'exercice	-2 206
TOTAL CAPITAUX PROPRES	-127 807
TOTAL PASSIF ET CAPITAUX PROPRES	486 242

ETAT DES ENGAGEMENTS HORS BILANS DES BANQUES OFFSHORES EN 2014

En milliers de dinars

LIBELLE	NAIB
PASSIFS EVENTUELS	
Cautions, avals et autres garanties données en faveur de la clientèle	414 532
Crédits documentaires	184 827
Actifs donnés en garantie	0
TOTAL PASSIFS EVENTUELS	599 359
ENGAGEMENTS DONNES	
Engagements de financements donnés en faveur de la clientèle	5 750
Engagements sur titres	0
TOTAL ENGAGEMENTS DONNES	5 750
ENGAGEMENTS REÇUS	
Engagements de financements reçus	49 869
Garanties reçues	42 940
TOTAL ENGAGEMENTS REÇUS	92 809

ETAT DES COMPTES DE RESULTAT DES BANQUES OFFSHORES EN 2014

En milliers de dinars

LIBELLE	NAIB
PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	
Intérêts et revenus assimilés	9 749
Commissions en produits	5 415
Gains sur portefeuille-titres commercial et opérations financières	3 956
Revenus du portefeuille d'investissement	0
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	19 120
CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	
Intérêts encourus et charges assimilées	498
Commissions encourues	231
Pertes sur portefeuille titres commercial et opérations financières	0
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	729
PRODUIT NET BANCAIRE	18 391
Dotations aux provisions et résultat des corrections de valeurs sur créances hors bilan et passif	-10 475
Dotations aux provisions et résultat des corrections de valeurs sur portefeuille d'investissement	0
Autres produits d'exploitation	0
Frais de personnel	7 999
Charges générales d'exploitation	1 503
Dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations	516
RESULTAT D'EXPLOITATION	-2 102
Solde en gain / perte provenant des autres éléments ordinaires	9
Impôts sur les bénéfices	113
RESULTAT DES ACTIVITES ORDINAIRES	-2 206
Solde en gain / perte provenant des éléments extraordinaires	0
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	-2 206
Effets des modifications comptables	0
RESULTAT APRES MODIFICATIONS COMPTABLES	-2 206

ETAT DES COMPTES DES FLUX DE TRESORERIE DES BANQUES OFFSHORES EN 2014

En milliers de dinars

LIBELLE	NAIB
ACTIVITES D'EXPLOITATION	
Produits d'exploitation bancaire encaissés (hors revenus du portefeuille d'investissement)	18 383
Charges d'exploitation bancaire décaissées	-718
Prêts et avances / Remboursements prêts et avances accordés à des établissements financiers	0
Dépôts / Retraits de dépôts auprès d'autres établissements bancaires et financiers	1 098
Prêts et avances / Remboursements prêts et avances accordés à la clientèle	-2 335
Dépôts / Retraits de dépôts de la clientèle	56 489
Acquisitions / Cessions des Titres de placement / Titres de transaction	-246
Sommes versées au personnel et créditeurs divers	-8 490
Autres flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation	-8 135
Impôts sur les sociétés	-113
FLUX DE TRESORERIE PROVENANT DES ACTIVITES D'EXPLOITATION	55 933
ACTIVITES D'INVESTISSEMENT	
Intérêts et dividendes encaissés sur portefeuille d'investissement	-317
Acquisitions / Cessions sur portefeuille d'investissement	-23
Acquisitions / Cessions sur immobilisations	0
FLUX DE TRESORERIE PROVENANT DES ACTIVITES D'INVESTISSEMENT	-340
ACTIVITES DE FINANCEMENT	
Emission d'actions	0
Emission / Remboursement d'emprunts	0
Augmentation / diminution des ressources spéciales	0
Dividendes versés et autres distributions	0
FLUX DE TRESORERIE PROVENANT DES ACTIVITES DE FINANCEMENT	0
Incidence des var. des taux de change sur les liquidités et équivalents de liquidités	2 207
Variation nette des liquidités et équivalents de liquidités au cours de l'exercice	55 593
Liquidités et équivalents de liquidités en début d'exercice	205 264
LIQUIDITES ET EQUIVALENTS DE LIQUIDITES EN FIN D'EXERCICE	263 064

2



INDICATEURS FINANCIERS DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT

INDICATEURS FINANCIERS DES BANQUES A FIN SEPTEMBRE 2015

En milliers de dinars sauf indication contraire

Désignation	Effectif (1)	Capital social (1)	Capitaux propres	Crédits à la clientèle	Dépôts de la clientèle	Chiffre d'affaires	Marge d'intérêts	Marge sur commissions	Revenus du portefeuille-titres	PNB	Charges opératoires (2)	Frais de personnel	Résultat net d'exercice (1)	Rentabilité par marge d'intérêts	Rentab. par marge sur commissions	Rentab. des revenus du portefeuille-titres	Coefficient d'exploitation	En 2014		Taux de productivité (3)
																		ROA	ROE	
Banques Publiques / données à fin septembre 2015 sauf la BFT, la BTS et la BFPME données en 2014																				
BFT	210	5 000	-293 983	70 357	146 168	10 665	-10 556	1 154	332	-9 070	10 890	9 090	-29 803	-	-	-	-	-28,9%	-10,1%	-
BNA	2 675	160 000	610 796	7 073 632	6 068 134	472 941	176 167	37 898	46 595	260 660	134 040	111 212	50 818	67,6%	14,5%	17,9%	51,4%	0,6%	8,3%	97,4%
STB	1 974	124 300	665 079	5 388 314	5 254 146	372 603	112 438	37 705	41 312	191 455	94 906	79 087	21 107	58,7%	19,7%	21,6%	49,6%	0,3%	3,2%	97,0%
BH	1 908	90 000	277 819	5 131 171	4 600 744	356 004	110 765	37 384	42 742	190 891	83 261	64 801	50 298	58,0%	19,6%	22,4%	43,6%	0,8%	18,1%	100,1%
BTS	298	40 000	42 498	751 304	62 795	25 096	19 102	3 849	11	22 962	15 223	11 700	3 582	83,2%	16,8%	0,0%	66,3%	0,4%	8,4%	77,1%
BFPME	118	100 000	57 698	181 625	7 603	9 416	4 549	174	0	4 723	7 355	5 678	-22 163	96,3%	3,7%	0,0%	155,7%	-10,1%	-38,4%	40,0%
Total 1	7 183	519 300	1 359 907	18 596 403	16 139 590	1 246 725	412 465	118 164	130 992	661 621	345 675	281 568	73 839	62,3%	17,9%	19,8%	52,3%	0,3%	5,4%	92,1%
Banques Mixtes																				
STUSID / en 2014	314	100 000	140 327	487 865	367 408	53 696	9 499	8 423	11 187	29 109	20 122	13 531	-3 752	32,6%	28,9%	38,4%	69,1%	-0,5%	-2,7%	92,7%
BTE / au 30 septembre 2015	304	90 000	130 717	652 978	606 118	42 363	11 485	7 649	3 575	22 709	14 567	11 782	-10 914	50,6%	33,7%	15,7%	64,2%	-1,4%	-8,4%	74,7%
Total 2	618	190 000	271 044	1 140 843	973 526	96 059	20 984	16 072	14 762	51 818	34 689	25 313	-14 666	40,5%	31,0%	28,5%	66,9%	-1,0%	-5,4%	83,9%
Banques appartenant au groupe Libyen / en 2014																				
BTL	208	100 000	111 269	319 295	269 774	35 383	10 404	8 743	3 549	22 696	13 964	10 587	6 053	45,8%	38,5%	15,6%	61,5%	0,9%	5,4%	109,1%
NAIB	150	54 945	-127 807	83 016	369 046	19 120	9 251	5 184	3 956	18 391	9 502	7 999	-2 206	50,3%	28,2%	21,5%	51,7%	-0,5%	-1,7%	122,6%
Total 3	358	154 945	-16 538	402 311	638 820	54 503	19 655	13 927	7 505	41 087	23 466	18 586	3 847	47,8%	33,9%	18,3%	57,1%	0,3%	-23,3%	114,8%
Banques Privées / données à fin septembre 2015 sauf la BTK et la QNB données en 2014																				
ATB	1 281	100 000	519 447	3 108 834	3 438 570	269 566	52 796	28 017	65 500	146 313	69 871	46 056	53 311	36,1%	19,1%	44,8%	47,8%	1,1%	10,3%	114,2%
Attijari Bank	1 716	198 741	348 898	3 661 483	4 783 698	313 517	102 892	54 053	50 294	207 239	93 027	69 406	73 898	49,6%	26,1%	24,3%	44,9%	1,4%	21,2%	120,8%
BT	979	150 000	582 953	3 382 987	2 786 300	251 579	84 323	32 450	35 367	152 140	47 939	36 544	87 677	55,4%	21,3%	23,2%	31,5%	2,2%	15,0%	155,4%
AMEN BANK	1 174	122 220	610 698	5 965 677	5 086 378	465 662	91 210	47 125	66 118	204 453	67 793	54 189	89 171	44,6%	23,0%	32,3%	33,2%	1,1%	14,6%	174,2%
BIAT	2 545	170 000	619 531	6 150 552	7 680 364	519 363	204 621	92 180	81 332	378 133	173 816	129 939	102 376	54,1%	24,4%	21,5%	46,0%	1,2%	16,5%	148,6%
UBCI	1 228	100 008	277 269	2 349 632	2 053 367	171 771	68 751	29 836	18 992	117 579	75 157	54 472	30 236	58,5%	25,4%	16,2%	63,9%	1,1%	10,9%	95,8%
UIB	1 335	172 800	250 567	3 535 354	3 199 328	237 881	103 118	42 561	13 717	159 396	74 790	59 036	56 616	64,7%	26,7%	8,6%	46,9%	1,4%	22,6%	119,4%
BTK	399	100 000	162 132	1 321 652	854 628	124 788	35 417	15 146	12 867	63 430	32 846	21 414	10 439	55,8%	23,9%	20,3%	51,8%	0,7%	6,4%	159,0%
QNB	434	160 000	117 959	555 399	320 005	54 328	20 950	3 899	5 849	30 698	24 634	15 766	-29 671	68,2%	12,7%	19,1%	80,2%	-3,0%	-25,2%	70,7%
Total 4	11 091	1 273 769	3 489 454	30 031 570	30 202 638	2 408 455	764 078	345 267	350 036	1 459 381	659 873	486 822	474 053	52,4%	23,7%	24,0%	45,2%	1,2%	13,6%	131,6%
Banques étrangères On shore / en 2014																				
CITIBANK	62	25 000	31 334	87 794	322 104	25 033	7 213	1 701	9 981	18 895	7 670	4 272	6 334	38,2%	9,0%	52,8%	40,6%	1,4%	20,2%	304,8%
ABC	125	68 000	71 001	148 084	302 980	16 638	8 688	3 142	723	12 553	9 600	6 125	2 724	69,2%	25,0%	5,8%	76,5%	0,6%	3,8%	100,4%
Total 5	187	93 000	102 335	235 878	625 084	41 671	15 901	4 843	10 704	31 448	17 270	10 397	9 058	50,6%	15,4%	34,0%	54,9%	1,0%	8,9%	168,2%
Banques Islamiques / en 2014																				
Banque Zitouna	603	88 500	101 604	898 154	1 151 127	82 169	41 472	12 533	3 916	57 921	37 195	25 706	7 661	71,6%	21,6%	6,8%	64,2%	0,6%	7,5%	96,1%
Al Baraka Bank	342	120 000	162 122	625 341	916 525	64 141	23 946	5 649	9 574	39 169	22 201	16 118	10 139	61,1%	14,4%	24,4%	56,7%	0,7%	6,3%	114,5%
Total 6	945	208 500	263 726	1 523 495	2 067 652	146 310	65 418	18 182	13 490	97 090	59 396	41 824	17 800	67,4%	18,7%	13,9%	61,2%	0,7%	6,8%	102,7%

(1) En 2014.

(2) Les charges opératoires ne tiennent pas compte des dotations aux provisions et aux amortissements sur immobilisations.

(3) Taux de productivité = PNB / effectif.

INDICATEURS FINANCIERS DES SOCIETES DE LEASING A FIN SEPTEMBRE 2015

En milliers de dinars sauf indication contraire

Désignation	TL	CIL	ATL	Attijari Leasing	Modern Leasing	AIL ⁽¹⁾	Best Lease	EI Wifack Leasing	Hannibal Lease	Total Global
Effectif ⁽¹⁾	135	82	87	91	50	34	53	69	92	693
Total actif ⁽¹⁾	642 707	390 545	437 363	453 669	210 673	224 090	175 687	256 364	367 563	3 158 661
Capital social ⁽¹⁾	43 000	25 000	25 000	21 250	20 000	15 000	30 000	20 000	28 700	227 950
Capitaux propres	126 711	58 341	72 419	37 195	31 031	25 700	44 203	44 280	45 931	485 811
Produits Nets de Leasing	29 013	17 809	18 410	16 529	7 480	7 350	9 325	11 910	13 220	131 046
Charges opératoires ^(1/2)	12 058	5 672	6 801	6 135	4 396	2 893	3 350	5 077	6 630	53 012
Frais de personnel ⁽¹⁾	7 505	3 788	4 206	3 654	2 448	1 945	2 162	3 168	3 991	32 867
Coefficient d'exploitation	41,6%	31,9%	36,9%	37,1%	58,8%	39,4%	35,9%	42,6%	50,2%	40,5%
Approbations	312 545	184 805	213 941	196 649	129 724	-	77 099	118 253	277 195	1 510 211
Mises en force	220 041	152 688	185 967	154 999	96 756	-	67 467	91 034	199 402	1 168 354
Total des engagements courants	566 702	359 974	426 358	447 718	228 206	-	165 045	255 689	432 892	2 882 584
Total des engagements classés	55 562	40 103	40 218	60 221	28 469	-	23 409	14 881	33 795	296 658
Total des engagements	622 264	400 077	466 576	507 939	256 675	-	188 454	270 570	466 687	3 179 242
Ratio des engagements classés	8,9%	10,0%	8,6%	11,9%	11,1%	-	12,4%	5,5%	7,2%	9,3%
Résultat net d'exercice ⁽¹⁾	11 733	8 128	6 098	6 003	909	2 720	4 180	4 162	3 125	47 058
ROA	1,8%	2,1%	1,4%	1,3%	0,4%	1,2%	2,4%	1,6%	0,9%	1,5%
ROE	9,3%	13,9%	8,4%	16,1%	2,9%	10,6%	9,5%	9,4%	6,8%	9,7%
Ratio de Productivité ⁽³⁾	214,9%	217,2%	211,6%	181,6%	149,6%	216,2%	175,9%	172,6%	143,7%	189,1%

⁽¹⁾ En 2014.

⁽²⁾ Les charges opératoires ne tiennent pas compte des dotations aux provisions et aux amortissements sur immobilisations.

⁽³⁾ Taux de productivité = PNL / effectif.

3



REPARTITION GEOGRAPHIQUE DES AGENCES

REPARTITION GEOGRAPHIQUE DU RESEAU DES BANQUES

GOUVERNORAT	Nombre de Succursales	Nombre d'Agences	Nombre de Bureaux	Nombre de Box de Changes	Nombre de Centres d'Affaires
Ariana	1	112	0	2	0
Ben Arous	0	114	0	0	1
Manouba	0	39	1	0	0
Tunis	13	376	0	26	10
Zaghouan	0	18	1	0	0
Nabeul	0	128	1	4	1
Bizerte	0	64	1	1	0
Béja	0	26	1	0	0
Jendouba	0	29	1	2	0
Le Kef	0	21	1	0	0
Siliana	0	14	1	0	0
Kairouan	0	28	1	1	0
Sousse	1	139	1	6	2
Monastir	0	80	1	5	0
Mahdia	0	35	1	0	0
Sfax	3	163	1	3	2
Sidi Bouzid	0	20	1	0	0
Kasserine	0	18	1	0	0
Gabès	0	39	1	0	0
Kébili	0	11	1	0	0
Médenine	0	62	1	7	0
Tataouine	0	14	1	0	0
Gafsa	0	24	1	0	0
Tozeur	0	14	1	0	0
Total	18	1588	21	57	16

**REPARTITION GEOGRAPHIQUE DU RESEAU
DES ETABLISSEMENTS FINANCIERS**

GOUVERNORAT	ETABLISSEMENTS DE LEASING		SOCIETES DE FACTORING
	Nombre d'Agences	Nombre de Bureaux	Nombre d'Agences
Ariana	0	0	0
Ben Arous	1	0	0
Manouba	0	0	0
Tunis	9	1	2
Zaghouan	1	0	0
Nabeul	7	1	0
Bizerte	2	0	0
Béja	4	1	0
Jendouba	0	1	0
Le Kef	0	0	0
Siliana	0	0	0
Kairouan	1	0	0
Sousse	9	0	2
Monastir	1	0	0
Mahdia	0	1	0
Sfax	10	0	2
Sidi Bouzid	0	0	0
Kasserine	0	0	0
Gabès	6	1	0
Kébili	0	1	0
Médenine	5	0	0
Tataouine	0	0	0
Gafsa	4	0	0
Tozeur	0	0	0
Total	60	7	6

**REPARTITION GEOGRAPHIQUE DU RESEAU DES BANQUES OFFSHORE
ET DES BANQUES D'AFFAIRES (*)**

GOUVERNORAT	Nombre de Succursales	Nombre d'Agences	Nombre de Bureaux	Nombre de Box de Changes	Nombre de Centres d'Affaires
Ariana	0	0	0	0	0
Ben Arous	0	0	0	0	0
Manouba	0	0	0	0	0
Tunis	0	1	0	0	0
Zaghouan	0	0	0	0	0
Nabeul	0	0	0	0	0
Bizerte	0	1	0	0	0
Béja	0	0	0	0	0
Jendouba	0	0	0	0	0
Le Kef	0	0	0	0	0
Siliana	0	0	0	0	0
Kairouan	0	0	0	0	0
Sousse	0	1	0	0	0
Monastir	0	0	0	0	0
Mahdia	0	0	0	0	0
Sfax	0	1	0	0	0
Sidi Bouzid	0	0	0	0	0
Kasserine	0	0	0	0	0
Gabès	0	0	0	0	0
Kébili	0	0	0	0	0
Médenine	0	0	0	0	0
Tataouine	0	0	0	0	0
Gafsa	0	0	0	0	0
Tozeur	0	0	0	0	0
Total	0	4	0	0	0

(*) La BAT n'a pas communiqué ses données pour l'exercice 2014.

(**) L'IMMB n'a pas communiqué ses données pour l'exercice 2014



REPARTITION DES EMPLOYES DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT

PERSONNEL DES BANQUES AU 31 DECEMBRE 2014

BANQUES	ATB	BFT	BNA	ATTIJARI BANK	BT	AMEN BANK	BIAT	STB	UBCI	UIB	BH	CITI BANK	BTK	STUSID BANK	QNB	BTE	BZ	BTL	BTS	ABC	BFPME	AL BARAKA BANK	TOTAL
EFFECTIF GLOBAL	1281	210	2675	1716	979	1174	2545	1974	1228	1335	1908	62	399	314	434	304	603	208	298	125	118	342	20 232
Effectif Permanent	990	203	2498	1600	783	998	2544	1965	1211	1236	1871	61	376	274	296	243	553	185	282	98	93	270	18 630
Effectif Contractuel	244	5	174	2	196	118	0	1	0	1	27	1	1	18	17	40	0	14	15	13	0	21	908
Effectif SIVP/Saisonnier	47	0	0	102	0	58	1	0	17	89	0	0	16	21	120	20	50	7	0	14	0	50	612
Effectif Expatrié	0	0	0	3	0	0	0	0	0	4	0	0	6	0	0	0	0	2	0	0	0	0	15
Effectif Détaché	0	2	3	9	0	0	0	8	0	5	10	0	0	1	1	1	0	0	1	0	25	1	67
CATÉGORIE PROFESSIONNELLE ⁽¹⁾																							
* Personnel de service	1	4	13	40	11	13	47	47	0	5	186	0	9	8	4	7	0	2	30	4	0	1	432
* Personnel d'exécution	129	47	270	213	156	105	374	179	122	85	204	0	39	49	58	33	60	29	32	9	13	32	2 238
* Personnel d'encadrement	268	34	302	318	278	122	509	308	254	235	429	9	74	35	40	39	106	29	36	10	3	30	3 468
* Personnel cadres	295	88	640	596	236	417	732	550	590	572	437	20	166	130	138	103	299	55	105	48	30	131	6 378
* Personnel cadres supérieurs	297	30	1273	433	102	341	882	881	245	339	615	32	88	52	56	61	88	70	79	27	47	76	6 114
CATÉGORIE D'ÂGE ⁽¹⁾																							
* Moins de 25 ans	1	0	4	35	3	1	27	0	11	10	4	0	7	3	7	0	14	4	0	0	0	4	135
* Entre 25 & 35 ans	219	39	270	561	113	212	827	162	599	320	124	14	191	153	185	110	396	59	73	24	41	112	4 804
* Entre 35 & 50 ans	517	92	1337	659	428	447	1100	851	412	550	1208	42	128	76	70	88	130	79	176	64	49	53	8 556
* Entre 50 & 55 ans	192	50	516	223	122	237	409	581	118	233	315	4	29	27	22	25	9	34	19	6	3	85	3 259
* Plus de 55 ans	61	22	371	122	117	101	181	371	71	123	220	1	21	15	12	20	4	9	14	4	0	16	1 876
SEXE ⁽¹⁾																							
* Masculin	579	104	1676	1008	568	727	1670	1185	724	627	1096	39	225	161	178	150	376	114	173	57	62	147	11 646
* Féminin	411	99	822	592	215	271	874	780	487	609	775	22	151	113	118	93	177	71	109	41	31	123	6 984
PERSONNEL CONTRACTUEL																							
* Masculin	130	5	87	2	156	85	0	1	0	1	2	1	1	9	14	32	0	11	0	4	0	15	556
* Féminin	114	0	87	0	40	33	0	0	0	0	25	0	0	9	3	8	0	3	15	9	0	6	352
PERSONNEL SIVP/SAISONNIER																							
* Masculin	22	0	0	49	0	37	0	0	13	19	0	0	13	11	44	15	31	3	0	9	0	25	291
* Féminin	25	0	0	53	0	21	1	0	4	70	0	0	3	10	76	5	19	4	0	5	0	25	321
PERSONNEL EXPATRIÉ																							
* Masculin	0	0	0	3	0	0	0	0	0	4	0	0	5	0	0	0	0	1	0	0	0	0	13
* Féminin	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	1	0	0	0	0	2
PERSONNEL DETACHÉ																							
* Masculin	0	2	2	4	0	0	0	4	0	1	7	0	0	0	1	1	0	0	1	0	22	0	45
* Féminin	0	0	1	5	0	0	0	4	0	4	3	0	0	1	0	0	0	0	0	0	3	1	22
ENCADREMENT*																							
* Diplômés de l'enseignement supérieur	412	57	854	905	231	402	1076	710	631	588	412	38	216	174	180	164	380	105	174	68	74	147	7 998
* Diplômés de la formation professionnelle ⁽²⁾	71	4	55	80	70	121	95	99	85	56	159	0	18	8	1	0	7	7	4	1	3	19	963
* Autres ⁽³⁾	109	57	1004	44	37	235	443	622	119	267	481	14	20	0	13	0	0	13	6	6	0	41	3 531

⁽¹⁾ Non compris les contractuels,

⁽²⁾ Diplôme de l'ABF, Concours Internes, autres,

⁽³⁾ Promotion exceptionnelle, promotion automatique par ancienneté.

PERSONNEL DES ETABLISSEMENTS FINANCIERS AU 31 DECEMBRE 2014

ETABLISSEMENTS FINANCIERS	ETABLISSEMENTS DE LEASING									SOCIETES DE FACTORING		TOTAL
	T.L.	C.L.L.	ATL	ATTJARI LEASING	M.L.	A.I.L.	BEST LEASE	EL WIFACK LEASING	HANNIBAL LEASE	T.F.	UNIFACTOR	
EFFECTIF GLOBAL	135	82	87	91	50	34	53	69	92	46	39	778
Effectif Permanent	134	72	74	67	45	33	46	50	84	46	37	688
Effectif Contractuel	0	0	12	7	0	0	3	18	8	0	0	48
Effectif SIVP/Saisonnier	1	4	0	11	1	1	4	1	0	0	1	24
Effectif Expatrié	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Effectif Détaché	0	6	1	6	4	0	0	0	0	0	1	18
CATÉGORIE PROFESSIONNELLE ⁽¹⁾												
* Personnel de service	10	2	1	1	2	0	2	2	4	1	0	25
* Personnel d'exécution	5	11	9	7	9	1	4	8	13	4	2	73
* Personnel d'encadrement	18	13	16	13	3	7	9	9	20	11	9	128
* Personnel cadres	67	27	21	34	19	12	29	23	37	18	14	301
* Personnel cadres supérieurs	34	19	27	12	12	13	2	8	10	12	12	161
CATÉGORIE D'ÂGE ⁽¹⁾												
* Moins de 25 ans	0	0	0	0	1	0	1	0	0	0	1	3
* Entre 25 & 35 ans	48	24	14	27	17	5	26	23	49	4	9	246
* Entre 35 & 50 ans	67	41	47	40	23	21	17	25	33	38	23	375
* Entre 50 & 55 ans	9	4	10	0	3	1	1	2	0	3	3	36
* Plus de 55 ans	10	3	3	0	1	6	1	0	2	1	1	28
SEXE ⁽¹⁾												
* Masculin	98	55	55	42	32	21	34	34	62	23	17	473
* Féminin	36	17	19	25	13	12	12	16	22	23	20	215
PERSONNEL CONTRACTUEL												
* Masculin	0	0	11	4	0	0	3	12	7	0	0	37
* Féminin	0	0	1	3	0	0	0	6	1	0	0	11
PERSONNEL SIVP/SAISONNIER												
* Masculin	0	4	0	9	1	1	4	1	0	0	1	21
* Féminin	1	0	0	2	0	0	0	0	0	0	0	3
PERSONNEL EXPATRIE												
* Masculin	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
* Féminin	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
PERSONNEL DETACHE												
* Masculin	0	4	1	6	2	0	0	0	0	0	1	14
* Féminin	0	2	0	0	2	0	0	0	0	0	0	4
ENCADREMENT*												
* Diplômés de l'enseignement supérieur	88	46	44	7	26	25	27	31	46	28	21	389
* Diplômés de la formation professionnelle ⁽²⁾	1	0	4	0	1	0	4	0	0	2	2	14
* Autres ⁽³⁾	12	0	0	39	4	0	0	0	1	0	3	59

⁽¹⁾ Non compris les contractuels,

⁽²⁾ Diplôme de l'ABF, Concours Internes, autres,

⁽³⁾ Promotion exceptionnelle, promotion automatique par ancienneté.

PERSONNEL DES BANQUES OFFSHORE ET DES BANQUES D'AFFAIRES AU 31 DECEMBRE 2014

BANQUES	BANQUES OFFSHORE	BANQUES D'AFFAIRES ⁽⁴⁾	TOTAL
	NAIB	IMMB	
EFFECTIF GLOBAL	150	17	167
Effectif Permanent	114	17	131
Effectif Contractuel	15	0	15
Effectif SIVP/Saisonnier	18	0	18
Effectif Détaché	0	0	0
Effectif Expatrié	3	0	3
CATÉGORIE PROFESSIONNELLE ⁽¹⁾			
* Personnel de service	0	1	1
* Personnel d'exécution	13	4	17
* Personnel d'encadrement	28	0	28
* Personnel cadres	37	10	47
* Personnel cadres supérieurs	36	2	38
CATÉGORIE D'ÂGE ⁽¹⁾			
* Moins de 25 ans	1	0	1
* Entre 25 & 35 ans	25	10	35
* Entre 35 & 50 ans	64	6	70
* Entre 50 & 55 ans	13	0	13
* Plus de 55 ans	11	1	12
SEXE ⁽¹⁾			
* Masculin	72	6	78
* Féminin	42	11	53
PERSONNEL CONTRACTUEL			
* Masculin	9	0	9
* Féminin	6	0	6
PERSONNEL SIVP/SAISONNIER			
* Masculin	5	0	5
* Féminin	13	0	13
PERSONNEL DETACHE			
* Masculin	0	0	0
* Féminin	0	0	0
PERSONNEL EXPATRIE			
* Masculin	1	0	1
* Féminin	2	0	2
ENCADREMENT			
* Diplômés de l'enseignement supérieur	56	12	68
* Diplômés de la formation professionnelle ⁽²⁾	5	0	5
* Autres ⁽³⁾	12	0	12

(1) Non compris les contractuels,

(2) Diplôme de l'ABF, concours internes, autres,

(3) Promotion exceptionnelle, promotion automatique par ancienneté,

(4) Données relatives à l'exercice 2013.